



L'ACTION FRANÇAISE

2
0
0
0

« Tout ce qui est national est nôtre »

3 € | N° 2744 | 62^e année | Du 20 mars au 2 avril 2008 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net

FAUT PAS POUSSER !

Ce n'est pas tellement de le voir convoler républicainement pour la troisième fois qui émousse dans le bon peuple de France la réputation de son chef si dévotement élu. Foin, en effet, de la nécessité sociale de la famille stable, foin de la morale conservatrice des cités ! Molière dirait que « nous avons changé tout cela » et, comme chacun peut le constater chaque jour, tout est devenu plus simple, plus agréable, plus tranquille qu'avant. Mais peut-être, prisonnier de son absence naturelle de dignité, de son total manque de culture, de son éducation exécrationnelle, de son ignorance parfaite du fonds de l'esprit français, Nicolas Sarkozy en a-t-il trop fait. Et voici que du lointain de notre histoire, qui est quand même d'une autre trempe, une réaction de bon sens se serait soudain manifestée chez ce peuple. Si l'on en croit la presse, les palinodies matrimoniales et autres trucs d'histriion du personnage commencent à lasser.

La nouvelle trilogie républicaine et sarkozyste : "Feinte, fric et fesse", peut étonner une fois, faire rire une deuxième, mais irritera un jour inévitablement. De plus, même pour un président de la république française, on requiert un minimum d'allure et de discrétion. A-t-il compris, comme on le dit maintenant, que son étalage sans pudeur de vie intime doit être sérieusement édulcoré et qu'on ne gouverne ni avec les pois-sarderies d'un Tabarin fatigué, ni les battements de cils d'un Roméo de série B sur le retour ?

DIOGÈNE

Des voix pour le régime ? Plus de 30 % d'abstentions... Royalisons-les !

MUNICIPALES,
ET APRÈS...

Page 2

Raisons d'A.F.

■ 1908-2008. Il y aura cent ans, ce prochain 21 mars, paraissait le premier numéro de *L'Action Française* quotidienne. Le directeur politique était Henri Vaugois, le directeur, rédacteur en chef, Léon Daudet. À un siècle de distance, alors que les simagrées électorales semblent de plus en plus constituer "la loi et les prophètes" d'une démocratie à bout de souffle, la relecture de l'éditorial de la "Une" nous est à la fois amère et réconfortante. Amère parce que cette République n'ayant rien appris, en est arrivée à la phase finale de la dislocation française ; réconfortante parce que le retour à l'intérêt commun n'en reste pas moins à notre portée. Et débarrassé des interprétations malveillantes ou erronées, ce qu'est le "nationalisme intégral".

Qu'on en juge : « **Obscurément, mais patiemment, avec la persévérance de la passion, voilà bien des années que l'Action française travaille : elle n'a jamais cessé de redire qu'elle s'adresse au Peuple français tout entier. Vous sentez-vous Français ? Traitions des affaires de France au point**

de vue des seuls intérêts du pays [...] Il ne s'agit pas de mettre en avant nos préférences personnelles, nos goûts ou nos dégoûts, nos penchants ou nos volontés. Nous prenons ce qu'il y a de commun entre nous [...] et nous demandons au lecteur de se placer au même point de vue fraternel [...]

Quelles que soient les différences des mœurs ou des idées, il existe des principes supérieurs et des communités de sentiments plus profondes : là disparaît l'idée de la lutte des classes ou de la lutte des partis.[...]

Allons au fond du vrai : parce que, au fond, ce qui nous divise le plus est le régime républicain et parce que cet élément diviseur par excellence est aussi celui qui organise, qui règle, qui éternise l'exploitation du pays qu'il a divisé [...]

Qui veut bien quelque chose en veut la condition. [...] Cette condition préalable c'est le Roi. Pas de Roi, pas de puissance nationale, pas de garantie pour l'indépendance de la nation [...] C'est en cela précisément que

consiste le nationalisme intégral. Il met en ordre les problèmes français, il permet de les comprendre, et ce qu'ils peuvent offrir de contradictoire sans lui s'accorde en lui parfaitement [...]

La monarchie est la condition de la paix publique. La monarchie est la condition de toute renaissance de la tradition et de l'unité dans notre pays. C'est pour l'amour de cette unité, de cet ordre, que commence aujourd'hui notre guerre quotidienne au principe de la division et du mal, au principe du trouble et du déchirement, au principe républicain. »

Il est juste que soient conservés les noms des signataires de ce texte auquel les circonstances actuelles de notre vie publique semblent donner une inaltérable jeunesse.

Il s'agit, dans l'ordre, de Henri Vaugois, Léon Daudet, Charles Maurras, Léon de Montesquiou, Lucien Moreau, Jacques Bainville, Louis Dimier, Bernard de Vesins, Robert de Boisfleury, Paul Robain, Léon Delebecque, Maurice Pujol. ■



■ POLITIQUE

Entretien avec Philippe Champion, directeur politique de L'Action Française 2000 :

"L'AF prépare la résistance nationale"

PAGE 3

■ DIPLOMATIE

Défenseur d'une politique internationale basée sur des rapports de force concrets :

C'est Védrine qu'il nous faut !

PAGE 4

■ ARTS

S'insurgeant contre la laideur et la médiocrité du monde :

Georges Mathieu ou la fureur de l'être

PAGE 11

Les éditions Stock annoncent la sortie le 29 avril prochain d'un pamphlet du romancier et critique littéraire Sébastien Lapaque intitulé *Il faut qu'il parte, dans la veine du Précis de Foutriquet que Pierre Boutang avait rédigé contre Giscard. La cible : Nicolas Sarkozy bien entendu, un an à peine après son élection à la présidence de la République.*

REVIREMENT

Le remaniement ministériel qui devrait suivre le second tour des élections municipales sera bien moins important que prévu. Il devrait se limiter pour l'essentiel à la création de quelques nouveaux postes de secrétaires d'État : à l'Aménagement du territoire, à l'Économie numérique, à l'Industrie et au Grand Paris.

UN CENTRE
FOU, FOU, FOU

Si le MoDem semble bien remplacer le FN comme troisième force de la vie politique française, il a perdu à l'occasion des récents scrutins toute lisibilité : on a même vu une liste PCF-MoDem à Aubagne, dans la banlieue marseillaise...

PIERRE LAFARGE

HONORER
UN FRANÇAIS
PAR LE SANG VERSÉ

Une délégation d'Action française s'est rendue à l'hommage de la Nation à Lazare Ponticelli, le dernier des Poilus. Plusieurs milliers de personnes avaient tenu à honorer la mémoire de ce Français par le sang versé, Italien de naissance. A noter qu'une de ses compatriotes, actuellement « première dame de France », s'est fait remarquée par son absence...

A.D.

L'ACTION
FRANÇAISE10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 ParisTél. : 01 40 39 92 06
Fax : 01 40 26 31 63

www.actionfrancaise.net

redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net

ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (+)
Directeur : Philippe Champion

Rédacteur en chef : Michel Fromentoux

Politique : Pierre Lafarge (chef de rubrique), Georges Ferrière.

Étranger :

Pascal Nari, Sébastien de Kererro.

Économie : Henri Letigre.

Enseignement, famille, société :

Michel Fromentoux (chef de rubrique), Aristide Leucate, Guillaume Chatizel.

Médecine : Jean-Pierre Dickès.

Livres : Anne Bernet, Pierre Lafarge, Philippe Aleyrac, Romaric d'Amico, François Roberday.

Culture : Renaud Dourges,

Monique Beaumont, Alain Waelkens.

Combat des idées :

Pierre Carvin, Jean-Philippe Chauvin.

Histoire : Francis Venant (chef de rubrique), René Pillorget.

Art de vivre : Pierre Chaumeil.

Chroniques :

Jean-Baptiste Morvan, François Leger.

Médias : Denis About, Arnaud Naudin.

Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost.

Abonnements, publicité, promotion :
Monique Lainé

PHILIPPE CHAMPION

L'AF regroupe nos compatriotes en vue
de la résistance française

L'ACTION FRANÇAISE 2000 – Philippe Champion, pouvez-vous vous présenter en quelques mots ?

PHILIPPE CHAMPION – Je fais partie de ceux qui n'ont aucun mérite, étant issu d'une famille royaliste. Mon grand-père lisait *L'AF*, mon père fut camelot du Roi, membre de la garde de Maurras... J'ai connu dès mon enfance quantité d'anecdotes des temps héroïques. Mon royalisme était si évident que lorsque j'ai découvert (en classe de 5^e) qu'on pouvait ne pas être royaliste, ce fut un véritable bouleversement qui m'a incité à approfondir ma propre conviction. À quinze ans, mon père m'a envoyé au 10, rue Croix-des-Petits-Champs et j'ai fait mon premier camp Maxime Réal del Sartre en 1958... Toute ma vie j'ai conservé cette fidélité que j'ai fait partager à mes sept enfants.

Depuis plusieurs années, je collabore aux revues *Le Monde de l'art* et *Monde et Vie*, où je donne des articles de philosophie politique, de politique étrangère, en particulier sur le monde russe et l'Europe de l'Est, avec laquelle je prends part à des actions d'échanges culturels.

L'AF 2000 – Comment s'est passée la succession du regretté Pierre Pujo ?

Ph. C. – Bien avant la mort de Pierre Pujo, des jeunes de votre génération m'ont demandé si j'accepterais de prendre la barre de l'AF dans le cas d'un malheur survenant à Pierre. J'ai d'abord refusé. Une deuxième fois la proposition m'a été faite par Thibaud Pierre, et j'ai également répondu par la négative. Après que Pierre Pujo l'eut désigné comme secrétaire général de l'AF, une troisième approche a été faite que l'on pourrait résumer ainsi : nous ne pourrions poursuivre notre engagement que si vous preniez cette place sur la dentelle du rempart. Quant à Pierre Pujo, il devait considérer que d'une certaine façon je pourrais assurer une sorte de suc-

cession, puisqu'il m'avait demandé de participer au comité de rédaction de *L'AF 2000* et de l'accompagner aux réunions de la mouvance souverainiste.

L'AF 2000 – Quel est votre rôle à l'Action française ?

Ph. C. – Je suis au service de la génération que représente le secrétaire général Thibaud Pierre. Je ne ferai rien qui ne leur conviendrait point et je ferai tout ce qu'ils me demanderont pour le bien de l'Action française. Tout ce que je fais, je le fais parce que j'estime que cela correspond aux attentes de cette génération sans laquelle la nôtre n'est rien. Pour ce qui est du journal, j'exerce les fonctions normales d'un directeur de publication. Je veille à la bonne marche du journal, je le relis dans son intégralité et dans le détail avant sa publication afin de lui donner une cohérence générale et je veille à sa rectitude politique.

L'AF 2000 – Certains de nos amis sont inquiets quant à la pérennité du journal. Pouvez-vous les rassurer ?

Ph. C. – La pérennité du journal est soumise à des questions financières. Nous avons lancé une politique de refondation, même si cela sonne un peu prétentieux... Maurras et l'Action française ne sont pas des objets de dévotion mais de réflexion qu'il s'agit d'explorer. C'est forts de la tradition vivante que porte notre école politique que nous tentons sans cesse de nous ouvrir aux enjeux contemporains, que nous étendons les domaines auxquels s'appliquent les principes intangibles de la politique naturelle.

À la suite des quelques modifications formelles du journal et du renouvellement des rédacteurs, les retombées sont favorables, mais il faut que cela se traduise par un surcroît d'abonnements et d'achats au numéro. Le seul moyen de prolonger le journal est de renouveler son lectorat, particulièrement en le ra-

jeunissant, et pour cela, rejoindre, dans la fidélité à nos principes des préoccupations différentes de celles des gens de mon âge. C'est la seule raison des changements que j'essaie de promouvoir avec l'aide indispensable de la rédaction, et particulièrement de Michel Fromentoux, notre rédacteur en chef.

L'AF 2000 – Quels sont vos projets pour le journal ?

Ph. C. – Alors que nous allons célébrer les cent ans de *L'Action Française* quotidienne, nous souhaitons pour le journal une modernisation technique (maquette, typographie, etc.) et fonctionnelle. Nous travaillons dans la fidélité à ce que nous avons reçu ; il s'agit d'appliquer un corpus doctrinal vivant aux défis qui sont devant nous. Je ne suis pas un taxidermiste. Notre propos est de tirer tous les enseignements possibles de notre école de pensée pour apporter des réponses à des situations inédites. Avec un angle journalistique, en alliant notre souci de l'actualité à la profondeur de l'analyse, ainsi que le mordant du ton, qui ont fait la qualité de notre presse.

L'AF 2000 – Et pour le mouvement ?

Ph. C. – Mouvement et journal vont dans le même sens. La tâche principale du mouvement est de diffuser les conditions du salut public pour rassembler autour d'elles le parti de la France, comme, en leur temps l'ont fait, et réussi, les Politiques, qui ont assuré le trône d'Henri IV. D'où, pour nous, des alliances avec tous ceux qui sont favorables à la souveraineté de la France. Nous requérons à leur égard cette attitude fraternelle que *L'AF* réclamait dans son premier numéro, du 21 mars 1908. C'est là, proprement, le compromis nationaliste, condition nécessaire de l'indépendance de la France.

Pierre Pujo nous a engagés dans la défense de la souveraineté. Malgré certaines incompréhensions,

il avait cent fois raison. Son engagement reproduit celui de Maurras auprès des républicains patriotes. Maurice Pujo et Vaugeois en témoignent et Maurras les amena à la monarchie. La condition de l'indépendance nationale, de la souveraineté c'est la monarchie capétienne. À nous, d'en convaincre nos alliés.

Nous avons beaucoup à faire pour le rajeunissement du mouvement. Il faut lancer une véritable campagne d'information en direction des lycéens, des étudiants et des jeunes travailleurs, je dirai même une campagne de séduction intellectuelle. C'est vers cette génération que doivent tendre tous nos efforts, mais dans le but de la mobiliser, à travers la multiplication des possibilités militantes correspondant aux différentes étapes de la vie, afin que la monarchie soit partie intégrante du débat politique. Nous serons d'autant plus convainquants que nous serons exemplaires... Nous devons représenter un recours face au régime du mensonge.

L'AF 2000 – Philippe Champion, merci. Si vous aviez un mot de conclusion lequel serait-il ?

Ph. C. – J'appelle tous nos amis à jeter toute leur énergie pour refaire de *L'AF* le journal qu'elle mérite d'être. La réussite de nos projets est conditionnée par les moyens dont nous disposerons. Nous avons besoin que chacun s'abonne et que ceux qui le peuvent aillent à la rencontre des Français en prenant part aux ventes à la criée. La rédaction se donne beaucoup de mal pour faire un journal de qualité, dense, riche et varié. La France a besoin de l'apport de tous les patriotes qui sauront trouver dans ses pages les raisons d'espérer et de s'engager. Le mouvement requiert les énergies de nos compatriotes conscients des périls qui sont devant nous afin de les grouper dans une organisation capable d'incarner la résistance française. Il n'est plus temps de se lamenter mais de se jeter au cœur de la bataille politique, intellectuelle et militante, afin de dessiner pour la France un projet capétien conforme à sa vocation.

PROPOS RECUEILLIS
PAR SÉBASTIEN DE KERERRO
ET ALEXANDRE APREVAL

Il faut "royaliser" les abstentionnistes

Il faut souvent laisser aux journalistes les joies toutes simples de se contenter de lieux communs, de s'écharper sur des épiphénomènes et d'énoncer de grandes évidences quant aux phénomènes politiques. Les dernières élections municipales et cantonales ne dérogeront pas à la règle. Feuilletter les gazettes, s'arrêter devant les unes, écouter "religieusement" les différentes stations de radio ou rester hypnotisé par la télévision peuvent laisser croire que nous avons encore eu droit au grand affrontement droite-gauche.

Tout honnête homme aura remarqué qu'au contraire la bipolarisation UMP-PS crée une cogestion favorable au système. Depuis les régionales et les cantonales de 2004 jusqu'à l'élection présidentielle et les législatives de l'an dernier, une sorte de Yalta caractérise le combat électoral. À la droite, les scrutins nationaux ; à la gauche, les scrutins locaux. Ran-

çon du succès, pour la gauche, d'une politique de clientélisme social et culturel que la droite ne veut pas supprimer mais copier. Passons sur le Modem et François Bayrou, qui a montré son vrai visage. À savoir, derrière les grandes péroraisons sur l'intérêt général, celui d'un vulgaire mercenaire dont le seul but est de glaner des places. Un retour, pour ceux qui ont quelques notions d'histoire politique, aux petites combinaisons électorales de la III^e et de la IV^e République.

Abstention record

Attardons-nous plutôt sur les deux grands oublis des analystes officiels des élections. En premier lieu, la vigueur de l'extrême gauche et plus particulièrement de la LCR qui réalise des scores non négligeables. Un vague retour de Mai 68 ? Ou un nouvel aspect du vote

protestataire ? Plus important, le score de l'abstention. Les élections municipales n'ont attiré que 60 % des électeurs. À comparer avec les 83 % de participation à la dernière élection présidentielle. Électeurs patriotes du FN déçus, défenseurs des valeurs traditionnelles, hostiles au style *bling-bling*, Français ne voyant aucun intérêt à la mascarade républicaine, tous doivent être le terreau de recrutement et de propagande des militants d'Action française. Et auparavant, montrer que l'abstention n'est pas indifférence à la chose publique, mais une mesure de salut nécessaire contre un régime qui ne vit que des vœux. Il faut faire comprendre qu'il n'y a aucune possibilité de réformer la république de l'intérieur si voter peut servir à maintenir l'illusion d'un système cohérent.

ARNAUD NAUDIN

Politique industrielle ? Chiche !

Début du mois de février, c'est la panique à la présidence. Passant en-dessous de la barre des 50 % d'opinions favorables, la cote de popularité du pre-

En mal de popularité, Nicolas Sarkozy enfile son bleu de chauffe et part sauver l'industrie française.

Bonne idée, mais sa mise en pratique, dans les cadres économiques actuels, risque de s'avérer difficile.

mier personnage de l'État est en berne. Il est urgent de réagir, de renouer avec les vieilles recettes qui ont fait le succès fulgurant du candidat Sarkozy. Un voile pudique est donc jeté sur le président de la jetté et des grandes fortunes françaises. Finis les strass et les paillettes, les affaires de cœur et les vacances de milliardaire. Voici venir le président des hauts-fourneaux et de la France qui se lève tôt. La mise en scène est bien connue : affublé de la panoplie adéquate – casque de chantier, lunettes de sécurité, voire bleu de travail –, l'homme providentiel se lance dans l'arène avec conviction et n'hésite pas à mettre de l'huile de coude pour serrer, à la chaîne, les mains des travailleurs ébahis. Enfin, il improvise une conférence de presse pour lancer à l'assistance quelques formules chocs dans la veine de celle prononcée le 5 février chez Alstom : « **Les usines, c'est mon truc.** »

Ainsi, ce nouveau grand barnum médiatique a servi de rampe de lancement au credo du moment de Nicolas Sarkozy : « **la France a besoin d'une politique industrielle ambitieuse** », assure-t-il. Tout ceci prêterait à sourire s'il ne s'agissait pas d'une question cruciale pour notre pays. En effet, alors que les fermetures de sites de production s'égrènent chaque jour dans les médias et que l'industrie française a perdu, selon l'INSEE, 476 000 emplois entre 2002 et 2003, nul ne saurait contester que ce secteur

va mal. Une fois n'est pas coutume, l'activisme présidentiel mérite donc d'être étudié de près. Au-delà des vulgaires déclarations d'intention et des poses volontaristes, les propositions avancées par le chef de l'État sont essentiellement de deux ordres : les premières appellent à un interventionnisme renforcé de la part de l'État, les secondes concernent les grandes données macro-économiques, à l'image de la politique économique européenne.

Manque de cohérence

Concernant le rôle de l'État, la création d'un fonds national de réindustrialisation a été annoncée par Nicolas Sarkozy lors d'une visite sur le site de l'ancienne usine Metaleurop de Noyelles-Godault, fermée brutalement en 2003 et symbole d'une désindustrialisation sauvage. Ce fonds rassemblera des aides déjà existantes auxquelles s'ajoutera un abondement de l'État « **d'environ 10 à 20 millions d'euros** ».

À l'évidence, il y a ici une tentative de raviver la gloire passée du Sarkozy ministre des Finances et sauveteur du groupe Alstom au bord de la faillite en 2004. Il faut reconnaître que cette opération fut un succès : après avoir forcé la main à la Commission européenne, l'État injecta plusieurs centaines de millions d'euros dans l'entreprise pour prendre 20 % de son capital. Le pari fut gagnant à la fois pour Alstom, aujourd'hui en pleine santé, et pour l'État, qui a délogé, en 2006, une plus-value de 1,26 milliard d'euros.

Il n'est pas dans notre tradition politique de contester le bien fondé de l'action de la puissance publique face au laisser-faire du marché et aux désastres provoqués par la libre concurrence bruxelloise, cependant il semble improbable que les aides de l'État puissent sauver, à elles seules, l'industrie française. Cela peut fonctionner pour l'Alstom, « **champion national** » dont les dirigeants entretiennent depuis toujours des liens étroits avec le pouvoir politique. Mais face à des consortiums internationaux affichant la volonté de délocaliser leur production pour réduire leurs coûts, le fonds de réindustrialisation risque

de devenir l'enjeu d'un chantage aux subventions.

Pour mémoire, rappelons que, en 2005, le groupe Hewlett-Packard a fermé son site de Grenoble et licencié plus d'un millier de salariés, quelques années seulement après avoir reçu 1,2 million d'euros d'aides publiques. Dans un tel contexte de concurrence généralisée entre les territoires et de volatilité des investisseurs, il est utopique de vouloir mettre en œuvre une politique industrielle sans se pencher sur les fondamentaux de la politique économique.

La "globalisation" n'est pas fatale

Et c'est justement lorsqu'il évoque ces fondamentaux que Nicolas Sarkozy apparaît en manque d'idées et, surtout, de cohérence. Ainsi, le 5 février, il dénonce, à juste titre, l'action de la BCE et l'euro fort très pénalisant pour nos exporta-



Il y a une tentative de raviver la gloire passée du Sarkozy sauveteur du groupe Alstom...

tions, mais semble oublier qu'il vient de livrer la France pieds et poings liés à Bruxelles avec la ratification du "mini-traité" de Lisbonne. Il fustige « **une certaine conception de la politique de la concurrence** », mais refuse de remettre en question le présupposé libre-échangiste dans lequel elle trouve sa source. Finalement, il résume très bien lui-même sa pensée lorsqu'il justifie sa démarche : « **On peut être parfaitement libéral et vouloir une politique industrielle.** »

Mais conduire une véritable politique industrielle exigerait de sortir des cadres définis par le libéralisme actuel. La première des choses est de refuser la marche forcée vers la "globalisation", qui n'a

rien d'une fatalité mais est le fruit des vagues successives de déréglementation voulues par la plupart des gouvernements depuis les années soixante-dix. Il s'agit ainsi de rejeter la nouvelle division internationale du travail que l'on nous propose. Cette organisation du monde fait des pays émergents et de la Chine en particulier le grand atelier de la planète, fabriquant à bas coût les innombrables produits de consommation dont se gavent les pays riches. Pays riches qui le sont de moins en moins à force de cumuler les déficits commerciaux – 39 milliards d'euros pour la France en 2007 –, mais qui se rassurent en écoutant les lieux communs à la mode sur "l'économie de la connaissance". Cette théorie voudrait nous faire croire que nos emplois perdus dans l'industrie sont remplacés par les emplois à forte valeur ajoutée – conception, design, ingénierie... –, mais peine cependant à expliquer l'explosion du nombre d'emplois précaires et mal rémunérés dans les secteurs du commerce ou de la restauration.

S'adapter aux circonstances

L'enjeu est donc de se donner les moyens de mettre en œuvre un néo-protectionnisme qu'il serait absurde de vouloir systématique, mais qui doit permettre de protéger, selon les circonstances, différents secteurs de l'économie française, qu'ils soient fragiles, innovants, ou de nature stratégique. Par ailleurs, une politique industrielle digne de ce nom ne devra pas seulement prendre en compte les difficultés des grandes entreprises, largement relayées par les médias, mais aussi celles des PME souvent victimes de leur position de sous-traitants et porteuses d'innovations qui restent lettre morte.

Enfin, un progrès considérable devra être effectué dans le domaine de la recherche et du développement grâce notamment à une meilleure articulation entre secteurs public et privé. Tout ceci demande cohérence et vision à long terme, deux choses bien difficiles à concevoir pour l'homme de coups médiatiques qu'est Nicolas Sarkozy.

NICOLAS VEY

MIROIR AUX ALOUETTES

Les gouvernements successifs vantent ce qui constituerait selon eux le "gisement d'emplois" du secteur des services à la personne. Et de fait, quantitativement, ce secteur crée de nombreux emplois. Selon l'Insee, 1,6 million de personnes y ont travaillé en 2006. Le gisement est pourtant un miroir aux alouettes : la moitié de ces salariés ont perçu en 2006 un salaire net annuel inférieur à 1 666 euros. Il s'agit bien du salaire annuel et non mensuel ! En dehors des assistantes maternelles – mais ce métier-là n'est pas nouveau – les "services à la personne" proposent souvent trop peu d'heures de travail pour représenter de vrais emplois. Mais ces salariés précaires sont quand même sortis des statistiques de l'ANPE...

MERCI PRÉSIDENT

Le président de la République n'est pas un ingrat. Car la suppression de la publicité sur les chaînes du service public, annoncée pour 2009, est un joli cadeau offert aux responsables de TF1, qui ont semblé soutenir Nicolas Sarkozy durant la présidentielle. En supprimant la publicité sur les chaînes de France Télévision, la part de marché publicitaire de TF1 devrait passer de 48,5 à 57 %, selon les spécialistes de ZenithOptimedia. De quoi produire encore plus de programmes de haute volée...

MUNICIPALES

Les candidats aux élections municipales se sont bien gardés d'en parler et, encore plus, de revoir leurs projets à la baisse pour en tenir compte : pourtant, les maires fraîchement élus s'attendent à un désengagement de l'État ou à un transfert de charges de l'État vers les collectivités locales. Et, dans le même temps, Bercy s'apprête à ouvrir le chantier de la réforme de la fiscalité locale. Il ne serait pas étonnant que, bientôt, certains maires soient contraints à des hausses d'impôts locaux pour tenir toutes les belles promesses sur lesquelles ils ont été élus...

GUILAUME CHATIZEL

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'A.F.

100 euros pour que vive L'A.F.

■ Notre appel "100 euros pour que vive l'AF" lancé dans notre numéro du 6 mars commence à être entendu. Y ont répondu – voir la liste ci-contre – aussi bien des anciens que de jeunes militants qui se sentent concernés par la pérennité du journal. Puisse leur exemple en entraîner beaucoup d'autres.

Il nous faut cette année 50 000 euros (soit 500 souscriptions à 100 euros) pour que le journal soit dégagé de ses soucis financiers.

Aujourd'hui 20 mars 2008 cela fait exactement 100 ans que sortait (le 20 mars 1908) le numéro 0 de

L'Action Française quotidienne. Pour continuer ce combat plus que jamais nécessaire au service de la vérité politique, il faut que toutes les sections de Paris et de province relaient cette campagne des "100 euros pour que vive l'AF" auprès de leurs adhérents. Pour que vive la France, Vive le Roi ! Merci d'avance.

MARIELLE PUJO

* Prière d'adresser vos dons à

M^{me} Geneviève Castelluccio, L'AF 2000, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris..

LISTE N° 1

100 euros pour que vive l'AF : Grégoire Lacroix, 100 ; Pierre Tardy, 100 ; anonyme, 100 ; Mlle Marie-Suzanne de Benque d'Agut, 100 ; Mme Catherine Schepens, 100 ; Mme Marcelle Arnaud, 100 ; Melle Marielle Pujot, 100 ; Georges

Delva, 100 ; Michel Le Doyen, 100 ; Jean-Henri Guillemin, 100.

Virements réguliers : Jean-Michel de Lovet, 7,62 ; Marius Guigues, 10,68 ; Vincent Claret-Tournier, 1 ; Mme Bellegarde, 15,24 ; Gal Jacques le Groignec, 15,24 ; Mme Yvonne Peyrerol, 15,24 ; Joseph Lajudie, 20 ; Mme Marie-Magdeleine Godefroy, 22,87 x 2 ; Louis Petit, 30,49 ; Mme Françoise Bedel-Giroud, 30,49 ; Mlle Lucette Boussoit (3 mois), 50 ;

Julien Thévet (2 mois), 50 ; Henri Morfin, 32 ; Raymond Sultra, 17,78 x 2 ; Mme Marie-Christiane Leclerc-Bourin, 30 ; Mme Tatiana de Prittwitz, 45,73 x 2 ; Louis Moret, (1 euro par jour, 3 mois), 90 ;

Légion des "Mille" : "en hommage à Pierre Pujo", François Meynet-Piret, 150 ; Fernand Estève, 150 ; Mlle Denise Charavel, 150

Henri Ruitton, 100 ; Hubert Jamet, 30 ; Mme Jeannine Maillac, 100 ; Jacques Lamonerie, 91,32.

Total : 2 411,32 €
Total en francs : 15 817,22 F

La crise se répand sur les marchés après l'achat à un prix dérisoire par la banque américaine J.P.Morgan de son homologue en faillite Bear Stearns, ce qui a entraîné une nouvelle baisse généralisée des bourses en Asie. Elles souffrent de la plongée abyssale du dollar, des records de l'euro mais aussi de la hausse ininterrompue du pétrole et de la dernière intervention d'urgence de la Fed qui a paniqué les investisseurs, laissant craindre une crise financière encore plus grave que prévu. La baisse de la Bourse de Paris depuis le début de l'année est supérieure à 20 %, une amplitude qui témoigne d'un krach. La place de Tokyo, dégringolant de 3,7 %, est tombée sous la barre symbolique des 12 000 points. Tokyo est la place financière dont dépend le carry trade mondial. Si elle est mise à mal, qu'est-ce qui remplacera cette commodité quant aux liquidités ? La Fed a décidé inopinément d'abaisser de 0,25 son taux d'escompte, ce qui laisse entendre que la crise est gravissime. L'or a pulvérisé un record historique, atteignant les 1 032,70 dollars l'once. Le FMI a fait savoir que des mesures urgentes devaient être prises pour sauver le système financier international, appelant de ses vœux la mobilisation de fonds publics. La livre sterling est à son plus bas depuis 1996-1997, les pays européens sont sous la menace d'une récession doublée d'une hyperinflation, a déclaré Dominique Strauss-Kahn. La crise financière systémique globale est à nos portes. Les années trente sont devant nous. Nous conseillons vivement à nos amis de liquider leurs comptes à la Société générale comme à la BNP ainsi que tous leurs avoirs actions pour se procurer dans les meilleurs délais de l'or et de l'argent sonnante et trébuchant.

L'EUFOR EN PLACE

L'Eufor, la force d'interposition déployée par la France sous le couvert de l'Union européenne dans l'est du Tchad et le nord-est de la Centrafrique pour contenir les violences au Darfour est opérationnelle depuis lundi. La résolution votée par l'ONU autorise la force "européenne" à prendre « toutes les mesures nécessaires » pour assurer la protection du demi-million de Soudanais réfugiés au Tchad et des civils tchadiens déplacés par les combats qui vivent de l'aide internationale, alors même que les États-Unis et la Chine se disputent cette région du monde pour y bâtir chacun son oléoduc. La France est-elle devenue le porteur d'eau des Sept Sœurs en Afrique orientale ?

S. DE K.

C'est Védrine qu'il nous faut !

Au mois de mai 2007, il fut assez comique d'entendre Nicolas Sarkozy expliquer

Il faut vraiment que la France aille mal pour que l'ancien ministre des Affaires étrangères, qui défend une politique internationale basée sur des rapports de force concrets, n'ait pas retrouvé sa place au Quai d'Orsay.

qu'il hésitait entre Bernard Kouchner et Hubert Védrine pour le portefeuille des Affaires étrangères. Même le moins informé des citoyens comprend que ces deux hommes incarnent deux visions opposées de ce que doit être le jeu de la France dans le monde. Finalement, ce fut Kouchner qui s'installa au Quai d'Orsay, et quelque chose nous dit que l'affaire était pliée d'avance. Ce supposé balancement du Prince entre un partisan de l'ingérence droit-de-l'homme et un adepte d'une *realpolitik* d'inspiration bismarcko-bainvillienne avait manifestement pour but d'endormir le peuple en masquant un atlantisme trop voyant.

À un an de distance, on comprend que ce choix de Kouchner était également dicté par le fonctionnement compliqué des démocraties d'opinion. La politique étrangère française est en com-

poté, Paris s'est ridiculisé en accueillant le dictateur Kadhafi comme un allié de choix, les intellectuels qui ont leur rond de serviette à l'Élysée n'en finissent pas d'accabler la Russie de Poutine de mille maux, le Kosovo a proclamé son indépendance avec le soutien des États-Unis sans que le Quai d'Orsay dise un mot, la Belgique va éclater sans que nous fassions un geste, Nicolas Sarkozy s'apprête à annoncer le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN, mais la popularité de M. Bernard Kouchner est au beau fixe dans les sondages. C'est même l'une des personnalités les plus estimées du gouvernement du pâle François Fillon.

Voilà qui ne va pas nous concilier avec le règne de Demos. En relisant le bref essai de politique étrangère qu'Hubert Védrine a publié au début de l'année 2007 — un livre que Pierre Pujo avait chaleureusement salué dans son éditorial —, on se dit qu'avec son auteur, la France pourrait bénéficier des services d'un véritable homme d'État pour tout ce qui concerne les Affaires étrangères. Et ce ne serait pas un luxe dans l'obscurité des temps où nous sommes. Qu'il s'agisse de l'illusion de la maîtrise totale qui a conduit les États-Unis d'Amérique au cauchemar du 11 septembre, de l'ingénuité des Européens dans la gestion de leurs propres affaires, de la tentation permanente de l'ingérence humanitaire ou de la chimère d'une "communauté internationale" pacifiquement autorégulée, le propos d'Hubert Védrine est à la fois lucide, impertinent, tranché, courageux.

Il y a quelque chose de presque dérisoire à classer à gauche cet homme qui fut conseiller diplomatique de François Mitterrand dès 1981, porte-parole puis secrétaire général de l'Élysée de 1988 à 1995 et ministre des Affaires étrangères du gouvernement Jospin de 1995 à 2002. De toute évidence, il se situe au-dessus de la mêlée et cette situation nous convient. Dans la



Hubert Védrine
Un socialiste ionoclaste,
chantre de la "realpolitik":
l'anti-Kouchner !

grande tradition capétienne et, sous certains aspects, gaulliste, ce diplomate d'exception ne se place nulle part ailleurs que du côté des rapports de force et des possibilités concrètes. Indifférent aux modes et aux intérêts du temps, il sait que l'invocation d'une "moralité supérieure" cache souvent des égoïsmes féroces. Et il mesure la difficulté pour une nation moyenne

de manœuvrer et grandir quand chaque entreprise est systématiquement parasitée par l'émotion. « Il est de plus en plus difficile de mener des politiques étrangères sérieuses, c'est-à-dire persévérantes, cohérentes, fondées sur une vraie vision du monde et de nos intérêts », écrit-il. De tout temps, c'est ce qui a fragilisé les républiques.

En quatre parties, qui examinent tour à tour la possibilité d'un choc des civilisations, les désordres du monde bipolaires, les errements de l'Europe et la situation de la France dans cette période de doute, le petit livre d'Hubert Védrine nous donne les clés pour comprendre les désordres de l'histoire contemporaine.

Qui le croira ? Certains accents ne sont pas sans rappeler ceux du Charles Maurras de *Kiel et Tanger*. Partisan d'un retour à une « conception classique de la politique étrangère », Hubert Védrine voit des possibilités de manœuvrer et de grandir entre les empires pour une « nation moyenne » comme la France. Il observe que l'Angleterre et l'Allemagne ne s'en privent pas et se demande pourquoi nous devrions le faire au nom de l'Europe. Persuadé que la France a pour vocation d'être un « pays occidental fidèle à ses alliés dans les crises graves mais autonome et libre de ses mouvements dans tous les autres cas », il aimerait que son peuple et ses élites renoncent à la fois à leur vision angélique du monde et à leur tentation de se laisser entraîner dans « une politique américaine de "bloc" occidental. »

FRANÇOIS ROBERDAY

* Hubert Védrine : Continuer l'histoire. *Champs actuel*, 150 pages, 5 euros.

Les apprentis-sorciers du mondialisme

Le nom du colonel Mandell House, âme damnée du président Wilson, ne dit plus grand-chose à nos contemporains. Ce militaire de pacotille, po-

Adepte de la méthode bainvillienne, Pierre Hillard poursuit, avec La Marche irrésistible du nouvel ordre mondial, son étude sur le mondialisme.

liticien de profession, père du traité de Versailles dont la critique a été faite par Jacques Bainville dans *Les Conséquences politiques de la paix*, a été aussi l'un des pères du mondialisme avec la création de la Société des Nations et du *Concil on Foreign relations* (CFR), organisme dans lequel s'élabore la politique étrangère américaine.

Bien entendu, le CFR s'avance masqué en créant d'un côté de grands espaces continentaux comme la Communauté nord-américaine (formée par les États-Unis, le Canada et le Mexique) et l'Union européenne, et de l'autre en dissolvant les nations, en favorisant le régionalisme comme on le voit actuellement en Espagne, en France, en Italie et même au Royaume-Uni avec l'Écosse et le Pays de Galles. Après le "non" au référendum de la France et des Pays-Bas, qui aurait pu donner un coup d'arrêt au processus, nos "démocrates" ont fait revoter à peu près le même traité par le Parlement dont on voit ainsi le peu de représentativité.

Lubbies américaines

Concernant le Proche-Orient, Pierre Hillard commente une carte, celle-là même qui figure sur la première de couverture, dont il attribue la paternité aux travaux de Ralph Peters, lieutenant-colonel

américain à la retraite. Dans cette région, écrit-il, les choses doivent « se faire en adéquation avec Israël concerné au premier chef par ces bouleversements » (p. 72). De quoi s'agit-il ? De faire éclater tous les États du Proche-Orient, à l'exception du seul Israël, afin de créer une multitude de petites principautés. Ce grand dessein a commencé à se réaliser en Irak avec le succès que l'on connaît. Mais ce que l'on ignore généralement, c'est que ce plan, attribué aux Américains, leur a été soufflé en réalité par les Israéliens car c'est un géopoliticien de ce pays qui l'a échafaudé à la fin des années quatre-vingt afin d'assurer la prééminence de son pays dans la région. Évidemment la carte que Pierre Hillard a mise en couverture a été retravaillée par les Américains en fonction de leurs intérêts pétroliers, mais la philosophie de base est la même.

Le fiasco irakien et la guerre du Liban en 2006 semblent avoir refroidi un peu l'ardeur des Américains, et cela a porté un coup d'arrêt aux lubies de Bush sur le

Grand Moyen-Orient. Mais ne doutons pas que nos apprentis sorciers qui peuplent les groupes de pression mondialistes en Europe et outre-Atlantique vont poursuivre leurs plans.

Selon Pierre Hillard, le 11 septembre a joué un rôle d'accélérateur en faveur de la mondialisation, car à problème global, réponse globale. Comme il le suggère, attribuer à Ben Laden la responsabilité de cette affaire relève du conte de fées. Ce genre d'opérations ne peut être menée que par des services secrets ultra-performants. Lesquels ? La réponse est simple. Il suffit de se demander à qui profite le crime. L'attentat du 11 septembre a servi de prétexte à la destruction de l'Irak, exactement comme aujourd'hui les mêmes intérêts veulent détruire l'Iran.

YVES LENORMAND

* Pierre Hillard : La Marche irrésistible du nouvel ordre mondial. *François-Xavier de Guibert*, 168 p., 22 euros.

Le monde consomme chaque année 11 milliards de TEP¹ de matières énergétiques, dont 65 % d'hydrocarbures, pétrole pour 40 % et gaz naturel pour 25 %, lequel acquiert chaque jour plus d'importance.

La Russie et les États-Unis s'affrontent sur les chemins du pétrole et du gaz.

André Pertuzio analyse ici la situation de l'Asie centrale.

Il abordera prochainement le problème européen.

Or, le sort a voulu que les aires de production soient éloignées des centres de consommation, à la seule exception des États-Unis, plus grand consommateur que producteur, et de la Russie, seul pays industrialisé autosuffisant. En effet, les deux tiers des réserves de pétrole sont situées au Moyen-Orient et les deux tiers de celles de gaz naturel en Russie, au Qatar et en Iran.

Il faut donc transporter pétrole brut et gaz naturel du producteur au consommateur. Or, ces deux produits sont très différents. Le premier se transporte facilement et à faible coût et il existe un marché mondial à tous les niveaux. Le transport du second coûte au moins sept fois plus cher et, par méthaniers, il faut le liquéfier dans une usine spécialisée, puis le regazéifier au point de destination. Pas de marché international donc, et en vue des investissements indispensables, chaque opération nécessite un acheteur pour une durée assez longue, impliquant, contrairement au pétrole, un lien fixe et continu entre producteur et acheteur.

Pour assurer un approvisionnement ininterrompu, à un débit et à une pression déterminés, l'in-

vestissement varie essentiellement en fonction de la longueur du trajet, du caractère du terrain (montagne, fonds sous-marins) ; capacité et nombre de stations de compression, ainsi que diamètre du tube et droits de passage, sont les éléments déterminant la rentabilité.

On estime en gros le coût moyen d'un tuyau de 2 à 3,5 millions de dollars au kilomètre. Mais, outre les problèmes techniques et économiques, existent aussi les problèmes politiques et stratégiques. Deux exemples : les oléoducs de la région Caspienne-Asie centrale et les gazoducs vers les pays européens.

Les oléoducs en Asie centrale

L'Azerbaïdjan depuis longtemps, le Kazakhstan surtout depuis une décennie, sont d'importants producteurs de pétrole, produisant ensemble environ 100 millions de tonnes annuellement et en exportant au moins 80 millions.

Or l'importance actuelle de la production du Kazakhstan et surtout celle qui est attendue, notamment, avec la mise en production du champ de Kashagan (off-shore Caspienne nord) posent un sérieux problème d'autant que le pays produit aussi pour environ 25 millions de TEP de gaz naturel.

Mais pour acheminer pétrole et gaz vers les marchés, les difficultés ne sont pas seulement d'ordre financier et technique. La situation géopolitique de ces pays, l'importance stratégique des hydrocarbures et les rivalités des puissances ont donné lieu à ce que l'on appelle "la guerre des oléoducs".

L'effondrement de l'Union soviétique a permis aux États-Unis pendant toute l'époque Eltsine de

prendre des positions dans les pays nouvellement indépendants et d'y substituer leur influence à celle de la Russie. Le heurt des intérêts politiques, stratégiques et pétroliers était donc inévitable, notamment en ce qui concerne l'évacuation des productions pétrolières. La Russie, en effet, s'est efforcée non plus de maintenir un monopole, mais de participer à la recherche et à l'exploitation de la région avec les sociétés internationales, et d'assurer son contrôle sur les tubes passant sur son territoire. C'est ainsi qu'elle marqua le premier point pour transporter le brut du Kazakhstan.

Le premier oléoduc transportant le brut de Tengiz au nord du Kazakhstan passe par la Russie et aboutit au port de Novorossisk sur la mer Noire. Mis en exploitation en 2000, cet ouvrage, Caspian Pipeline Consortium (CPC) long de 1 555 km et d'un coût de 2,5 millions de dollars est conçu pour transporter 565 000 barils/jour, et pour porter progressivement sa capacité à 1,2 millions à l'horizon 2015. Les oléoducs évacuant le pétrole d'Azerbaïdjan, eux, existaient déjà : à partir de Bakou, vers Soupsa, en Géorgie, et vers Novorossisk. Pas moins de 13 oléoducs, actifs ou en projet, existent pour transporter le brut d'Azerbaïdjan et du Kazakhstan.

En dehors des projets vers l'Iran, pour l'instant bloqués par les États-Unis, citons le récent et controversé BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan) que l'insistance américaine a fini par faire construire avec un financement où figurent largement la Banque mondiale et la Banque européenne de Développement.

Long de 1760 km pour un coût total de 3,6 milliards de dollars, avec une capacité de 1 million de barils/jour, il a été inauguré le

25 mai 2005 après une controverse de dix ans.

Certes, sa rentabilité a été très discutée, voire sa nécessité, mais il était indispensable pour les États-Unis de disposer d'un ouvrage évitant à la fois la Russie et l'Iran.

Le problème de ces tuyaux est qu'il faut les remplir, or les capacités d'exportation de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan qui alimentent les ouvrages existants est de 1,6 million de barils/jour sans compter les augmentations prévues. Il y a donc, d'ores et déjà, une concurrence entre le CPC et le BTC, mais s'y ajoute maintenant la Chine, de plus en plus grande dévoreuse de pétrole brut et de gaz, qui a signé dès 1997 avec le Kazakhstan un accord pour la construction d'un oléoduc de près de 3.000 km qui aboutira au Xin-Jiang au coût estimé à 3,5 milliards.

La capacité initiale prévue de cet oléoduc est de 400 000 barils/jour devant être portée à 800 000, la Chine risquant d'être, à terme, le principal consommateur des hydrocarbures du Kazakhstan, d'autant que derrière la Chine, se profilent déjà la Corée et le Japon, grands consommateurs sans ressources propres.

Le champ de Kasahagan est donc le suprême espoir de tous tandis que les riverains de la Caspienne ne sont toujours pas d'accord sur le statut de cette dernière et donc de sa traversée par tuyaux. La guerre n'est pas finie...

ANDRÉ PERTUZIO

¹ TEP (tonne équivalent pétrole) : quantité de matière énergétique produisant la même quantité de calories qu'une tonne de pétrole. 1 million de tep est égal à 1 milliard cent onze millions de m³ de gaz naturel.

Les chemins du pétrole

Vers une coalition au Pakistan

Ce lundi 17 mars, la nouvelle assemblée nationale pakistanaise doit se réunir au terme du délai d'un mois laissé au président du pays, en l'occurrence le général Musharraf, pour la convoquer. Les élections législatives pakistanaïses avaient pu se dérouler normalement et dans des conditions jugées convenables par le millier d'observateurs internationaux dépêchés sur place.

Aucun des trois principaux partis politiques du pays ne détient la majorité au sein de la nouvelle as-

semblée. Mais les deux partis opposés au président Musharraf – le P.P.P. de feu Binazir Bhutto et la ligue musulmane de Nawaz Sharif – arrivent en tête suivis par la trentaine de partisans élus du président. En revanche, il est heureux de constater, mais la grande presse s'est abstenue de le souligner, que les "islamistes", toutes tendances confondues, n'ont obtenu que trois sièges. Ils commettent des attentats, tuent et détruisent mais ne sont qu'une toute petite minorité, ce qui est rassurant.

Deux cohabitations difficiles

Il a fallu un mois d'après négociations entre les dirigeants des deux formations arrivées en tête, pour qu'un pacte de gouvernement soit signé entre elles. La diplomatie américaine y avait veillé attentivement et parfois sans prendre de gants.

Les "chefs" des deux partis se détestent depuis toujours. Assef

Zardari, veuf de Mme Bhutto, dirige le P.P.P. Il a une solide réputation de corruption et de malversations de toutes sortes, mais bénéficie de l'appui de Washington.

Nawez Sharif, qui dirige la "ligue", est proche des milieux fondamentalistes d'Arabie-séoudite. Les Américains ne l'apprécient guère, mais pour former un gouvernement, on ne pourrait se passer de lui et de ses députés.

Les deux hommes et leurs amis politiques pourront-ils cohabiter longtemps ensemble ? Aucun observateur pakistanais, ni expert étranger n'ose l'affirmer.

Si un gouvernement de coalition se forme, pourrait-il cohabiter avec le président Musharraf ? En fait, les deux partis "coalisés" n'ont qu'un seul véritable point commun, leur haine envers le général président. Pour le moment, Washington les a amenés à ne pas exiger officiellement sa démission, ce qui constituerait un coup d'État parlementaire. Mais rien n'indique que Musharraf va

se tenir à l'écart et se contenter d'un rôle purement figuratif.

Les Américains qui manœuvrent difficilement dans cette ambiance compliquée n'ont qu'un désir : que l'édifice ne s'écroule pas et que le Pakistan puisse jouer son rôle dans la lutte contre le terrorisme islamiste tout en gardant l'apparence d'une démocratie parlementaire et respectable.

Si le système difficilement mis en place ne fonctionne pas, ils pourraient sacrifier le général Musharraf, ou même la coalition gouvernementale, ou les deux. L'appel au général Kyani discret mais omniprésent chef des Armées, ancien patron des services spéciaux et, qui plus est, de formation américaine, serait alors un recours.

Ces derniers jours, les diplomates américains en poste au Pakistan, n'ont, semble-t-il, cessé d'évoquer cette hypothèse pour amener les uns et les autres à la raison. Ainsi va le Pakistan.

PASCAL NARI

La Russie souhaite que la Chine fasse le nécessaire pour réduire les « actions illégales » au Tibet. Elle l'assure de son soutien dans ce conflit avec des agitateurs tibétains sans doute à la solde des États-Unis sur fond de Jeux olympiques. Ces troubles arrivent à point nommé pour les mandarins du Parti communiste chinois qui peuvent ainsi les mater quelques mois avant la tenue des Jeux, mais aussi pour les adversaires déclarés ou non de la Chine qui voient là une occasion de dénoncer le régime de Pékin sur le dos des malheureux Tibétains qui eux, se font fendre le crâne. Si nous avions fait savoir notre indignation de voir organiser les Jeux olympiques au pays du Lao Guai, les Français ne doivent pas être dupes du grand jeu à l'œuvre dans cette région du monde, et dont les Tibétains restent les premières victimes.

L'ARCHEVÊQUE DE MOSSOUL ASSASSINÉ

Mgr Faraj Rahho, archevêque chaldéen de Mossoul a été retrouvé mort après son enlèvement le 29 février dernier. Une rançon avait été demandée, ainsi que le retrait des Kurdes de Mossoul et la libération de prisonniers.

Mgr Brizard, secrétaire général de l'Œuvre d'Orient, rappelle les responsabilités qu'a la France au Proche-Orient. Comme le fait remarquer le prélat « tuer un homme d'Église devient banal ». Les grands perdants de l'invasion américaine en Irak auront été les chrétiens broyés entre les deux communautés musulmanes, chiïtes et sunnites, qui se disputent le pays. Se livrant à une concurrence acharnée, elles font de la sur-enchère tant dans la "résistance" à l'occupation américaine que dans l'épuration ethnique des minorités. Cet attentat figure parmi les plus spectaculaires de tous ceux, quotidiens, qui ont fait de l'Irak un enfer sur terre.

S. DE K.

INVASION DE L'ÎLE D'ANJOUAN

L'Union africaine, avec le soutien logistique de la France, prépare un débarquement dans l'île d'Anjouan. La fédération comorienne ne reconnaît pas la réélection du président Mohamad Bacar, visant à une plus grande liberté pour Anjouan. Des opérations d'infiltration ont déjà eu lieu, causant, selon des sources comoriennes, des dizaines de morts parmi les forces anjouanaïses. Ahmed Abdallah Sambani, président de la fédération comorienne, voudrait organiser de nouvelles élections en mai, dans le mépris de la souveraineté d'Anjouan, déjà autonomiste entre 1997 et 2001.

P.A.

ERRATUM

Par suite d'une erreur de transmission, l'article de Pascal Nari sur le décès de Pierre de Villemarest s'est trouvé précédé d'un "prière d'insérer" qui n'avait nulle raison d'être.

Nous prions notre collaborateur et ami de bien vouloir nous en excuser.

LE DERNIER POILU

Lazare Ponticelli, le dernier des poilus de 1914-1918, s'est éteint ce mercredi 12 mars, à l'âge de 110 ans. La France officielle lui a rendu hommage, et c'était la moindre des choses, mais qui, avec la mentalité actuellement inculquée aux Français, a-t-il pu saisir le sens profond de cet hommage ?



En ce noble vieillard, qui survécut près de quatre-vingt-dix années à des événements parmi les plus tragiques de notre histoire, apparaît la grandeur d'acquiescer le beau nom de Français par le sang versé. Né en 1897, enfant d'une famille très pauvre des montagnes italiennes venue chercher à Paris de quoi subsister, il s'engagea dès le début de la Première Guerre mondiale en trichant sur son âge, puis, quand l'Italie entra dans la guerre, il refusa de quitter l'uniforme français, prenant des risques considérables qui lui valurent de subir les attaques au gaz.

En outre, avec la mort de ce soldat, s'en va le dernier lien charnel avec ces temps de sacrifice et d'héroïsme. Désormais, les combattants de cette guerre effroyable seront pour les jeunes générations aussi lointains que ceux de Fontenoy ou d'Austerlitz. Et ce n'est pas l'éducation dispensée dans les écoles de la République (même privées) qui saura faire sentir aux enfants français qu'ils sont du même sang, de la même patrie, de la même nation que ces jeunes hommes engagés dans l'immense conflagration de 1914, où 1 140 000 moururent dans les tranchées et dont plus de 100 000 hommes revinrent gravement mutilés.

Ceux que l'on éduque aujourd'hui au nom de Droits de l'Homme à rechercher toujours l'assouvissement de leurs désirs seraient-ils prêts à faire preuve d'abnégation comme leurs aînés d'il y a moins d'un siècle ? Les discours médiatiques sur la "repentance" peuvent-ils communiquer la fierté d'être Français et la volonté de le rester au prix de sa propre vie ?

Surtout ne pas croire que les idéologies à la mode, prétendues libératrices, avec leur coloration humanitariste et mondialiste, sachent se montrer plus économes du sang des hommes que la République jadis incapable, engoncée dans les mêmes principes, de sauver la paix...

MICHEL FROMENTOUX

Mai 68 expliqué à ceux qui l'ont vécu

Ils s'y préparent depuis au moins Noël. Ils se repassent la main sur le crâne pour briser la raie que l'âge, comme une autre ride, a imposée, pour les plus chan-

trapés que nous, on aura bien rigolé. Y'en a même maintenant qui voudraient nous donner mauvaise conscience quand on a tout osé, nous, et que c'est même à ça qu'on nous a reconnus.

sance, ma bonne dame), insurgés donc de la "liquidation de l'héritage de 68" ; prend-on le risque de réétudier l'histoire hors leurs cercles verrouillés qu'ils se récrient qu'on les diffame, qu'on les baffoue, qu'on est incapable de les comprendre d'ici. Les rois de la repentance, du devoir de mémoire et de la condamnation à distance, les fustigeurs de Croisades et d'Inquisition, refusent que jamais la science historique puisse s'emparer de leur cas. Et peut-être ont-ils paradoxalement raison. Car en 68, il ne s'est rien passé. Car Glucksmann, Jean Daniel, Kouch-

pétrole, de Vivendi ou de Poweo, faux situs ou transfuges de LO, jouisseurs impuissants ou sadomasos. C'est malheureusement ça la vérité.

On n'efface pas impunément la mémoire d'un peuple, sa culture, son art de vivre et jusqu'à sa langue sans subir soi-même quelques collatéraux dommages. Le temps présent qui est le seul doué de quelque valeur aux yeux d'enfants rivés à des écrans toujours plus rapides et performants commence au mieux le 11 septembre. Le Moyen Âge, c'est un film d'héroïc-fantasy, Napoléon un lingot d'or, la Deuxième Guerre mondiale un jeu de rôles. Alors, les questions existentielles de bouton-neux qui écoutaient les Beatles...

Qu'en est-il aujourd'hui des questions existentielles de bouton-neux qui écoutaient les Beatles ?

ceux, à ce qui demeure d'une chevelure qui étonnamment se refuse à blanchir. Les hommes remettent de la lumière à leur habit, les femmes un peu plus de noir sur leurs yeux et tous ils ont le rose aux joues, comme un ultime rappel défraîchi de la couleur qu'ils affectionnèrent tant dans leur meilleure jeunesse, ce rouge qui jamais, au grand jamais, ne leur est monté au front au souvenir de ce qu'ils ne firent pas vraiment, la révolution. Ce rouge qui voisinait aimablement avec le noir de leurs drapeaux, à l'époque. Ce rouge qui se marie admirablement en rosette de la Légion d'honneur avec la boutonnière sombre de leurs costards Armani aujourd'hui.

Ah, que de souvenirs... On pourra dire qu'on a vécu, nous. Pas comme ces cons de droite, ces bourgeois à la papa, ou ces jeunes neuneus à qui on n'a pas appris à lire. Nous, c'était Marcuse et Ernesto, la jungle bolivienne et les ashrams à la frontière des paradis artificiels. On demandait l'impossible, nous autres et Woodstock, Berkeley, Nanterre et l'île de Wight, on pourra dire quand la camarade nous aura finalement at-

Rien

pas au courant, d'être surpris et moquent leurs descendants qui n'y auraient rien compris. N'eût-on pas parlé de leur Mai pourri qu'ils se seraient insurgés (dans la presse aux ordres et dans les salons seulement, faut quand même pas déconner, les barricades c'est fatigant et leurs employés ont autre chose à foutre que la révolution – aujourd'hui faut nourrir la crois-



ner, Cohn-Bendit et Krivine, qui ça ? Jamais entendu parler. Car la jeunesse qui aime Aragon du *Seigneur des Anneaux*, Passi et Amel Bent, Machin de la *Star Ac* et la nouvelle truite du dernier Marc Dorcel emmerde gravement les vieux cons gauchistes, qu'ils soient maos (spontex ou pas), trotskos, cocos, enrageos, médécinsansfrontières, rois du

pas au courant, d'être surpris et moquent leurs descendants qui n'y auraient rien compris. N'eût-on pas parlé de leur Mai pourri qu'ils se seraient insurgés (dans la presse aux ordres et dans les salons seulement, faut quand même pas déconner, les barricades c'est fatigant et leurs employés ont autre chose à foutre que la révolution – aujourd'hui faut nourrir la crois-

ner, Cohn-Bendit et Krivine, qui ça ? Jamais entendu parler. Car la jeunesse qui aime Aragon du *Seigneur des Anneaux*, Passi et Amel Bent, Machin de la *Star Ac* et la nouvelle truite du dernier Marc Dorcel emmerde gravement les vieux cons gauchistes, qu'ils soient maos (spontex ou pas), trotskos, cocos, enrageos, médécinsansfrontières, rois du

Poussière

Ne vous inquiétez pas, on va vous expliquer, les amis du rouquin pédophile, ce que c'est que ce Mai 68 que vous avez volé aux enfants de Prague et aux ouvriers quand il aurait dû être le fruit de leur juste révolte : c'est juste le portrait de Dorian Gray, que vous aviez caché au grenier. Mais on en a retrouvé la clef.

Et là, il n'y avait que de la poussière. Celle que déjà vous devenez pour les siècles des siècles. Et là, il n'y avait que votre vérité, qui n'est « **que l'exacte figure de la mort qui vit enfin d'une vie humaine** ». Comme disait Hegel. Comme disait Muray.

Car quelquefois, nous avons encore des lettres. Et vous ne le saviez pas. Et c'est ainsi que vous disparaissiez.

JACQUES DE GUILLEBON

Au pays des oraisons

Chaque année, au temps de Carême, avec mes amis et habituels confidents, je me penche sur ce que nous appelons "la problématique pénitentielle". Il

Nous conservons, parfois obscurément et depuis des siècles, une exigence intérieure incluant une nostalgie d'oraison, et le souhait profond de ne pas en être indignes.

s'agit en somme de faire le ménage dans un folklore religieux tantôt attendri et tantôt irrévérencieux, ainsi que dans l'ensemble des mixtures intellectuelles qui prétendent à la spiritualité. Faut-il rejeter dans les "ténèbres extérieures" maintes historiottes pay-

sannes, patoisantes, provinciales qui amusent les croyants jusqu'au moment où l'on a des doutes sur leur authenticité humaine ? On ne saurait admettre aisément que le "devoir de mémoire" ait mission de préserver les impressions équivoques, même apparemment innocentes.

C'est ainsi que me revint, du plus lointain des années, et même sans doute au-delà d'un siècle écoulé, l'histoire de la petite bonne d'une arrière-grand-mère de Semur-en-Auxois. La patronne avait envoyé la naïve jouvencelle bourguignonne chercher à la pharmacie une série de médicaments. Comme elle avait mis longtemps à revenir, son regard inquiétait notre aïeule qui en demanda la raison. Elle raconta candidement que le pharmacien, amateur de mystifications, lui avait déclaré qu'elle aurait les remèdes seulement si elle récitait, à genoux près de la bascule, toutes ses prières... « **Et vous avez obéi ?** » L'infortunée n'avait pas vu malice dans

cette exigence d'un personnage aussi important et respectable...

En repensant à cette vieille anecdote, je ne savais trop si je devais m'en amuser ou m'en indigner. Mon ami Polydore me fit observer que, dans ce bas-monde et en ce plaisant royaume de France-très chrétienne, on ne saurait penser qu'il y eût des prières inutiles et perdues...

Victor Hugo rapporte, d'après des témoignages du temps, que pendant les longues journées passées dans leurs caches forestières, Jean Cottureau faisait dire le chapelet à ses partisans. En repensant à mon fabliau bourguignon et à l'anecdote chouanne, j'ai finalement pensé que l'oraison était le bien commun et durable de nos vies : en somme un bouquet d'offrande en toute saison, une tapisserie de Pénélope, un autre système métrique pour mesurer nos heures et nos jours, une musique d'arrière-plan exprimant même dans son retour, fût-il machinal, un désir de constance et

de fidélité. Nous conservons, parfois obscurément et depuis des siècles, une exigence intérieure incluant une nostalgie d'oraison, et le souhait profond de ne pas en être indignes.

Notre Action française

Il y a toujours des petits jardins d'oraison, et notre Action française elle-même est un des lieux fleuris de la vie où tout tribut de dévotion reste une prière, comme le parterre de lys du vieillard dans une nouvelle de La Varende. Il faut que les pensées soudaines, et même les caprices de l'imagination prennent la forme de l'oraison. Je ne sais quelle bizarre inspiration me suggère parfois d'élever dans mes deux mains le petit globe terrestre qui repose sur la cheminée du salon : comme une offrande au Seigneur du Monde et du Temps.

JEAN-BAPTISTE MORVAN

L'affaire Clearstream s'effiloche...

Où l'on apprend que l'affaire Clearstream est en train de faire "pschitt" et

Une fois de plus, nous cacherait-on délibérément des vérités qui, si elles explosaient au grand jour, dynamiseraient les fondements de Marianne ?

que Jacques Chirac, membre en exercice du Conseil constitutionnel et ci-devant président de la République (on l'aurait presque oublié...), continue de jouer à "attrape-moi si tu peux" avec les juges ? Dans les couloirs des tribunaux bien sûr, du moins ceux de Paris, c'est-à-dire ceux que Rachida, le, hélas, garde des Sceaux, n'a pas encore daigné supprimer.

Farce judiciaire

Les deux magistrats en charge du dossier des faux listings et des vrais corbeaux de l'organisme de compensation bancaire luxembourgeois, Clearstream, viennent de clôturer leur dossier d'instruction, après un peu plus de trois vaines années d'enquête et d'investigations en tout genre. « **Où comment une affaire d'État se**

transforme en farce judiciaire » (Bakchich.info, 3 mars 2008). On ne saurait mieux dire. Sauf que si on applique et combine les fameux dictons populaires en vertu desquels, d'une part, « **calom-**



Les juges Henri Pons et Jean-Marie d'Huy n'ont pas été fichus de démêler l'écheveau de cette affaire d'État...

niez, calomniez, il en restera toujours quelque chose » (que l'on attribue à Voltaire, soit dit en passant) et, d'autre part, « **il n'y a pas de fumée sans feu** », on peut encore douter de l'issue d'une affaire qui n'en a pas fini, selon nous, d'effluer sa pestilence dans les couloirs de la République des sinistres d'État et des parlementeurs.

Ces braves fonctionnaires de la Justice que sont Dupont (Jean-Marie d'Huy) et Dupond (Henri Pons), aussi surnommés Zig et

Puce, ce qui fait d'eux de dignes représentants du festival de la BD d'Angoulême, n'ont pas été fichus de démêler l'écheveau d'une affaire d'État qui mettait tout de même en cause, à l'époque, un



Les juges Henri Pons et Jean-Marie d'Huy n'ont pas été fichus de démêler l'écheveau de cette affaire d'État...

candidat à l'élection présidentielle et aujourd'hui un ancien Premier ministre se prenant (le pauvre) pour Chateaubriand.

Une "autre" affaire

De deux choses l'une : soit il n'y a effectivement rien au dossier (thèse que semblent accréditer dans leur ordonnance nos Astérix et Obélix du palais de justice de Paris), soit, au contraire il renferme des éléments des plus

compromettants, notamment (et surtout, devrait-on rajouter) pour la Sarkozye. On nous cacherait délibérément des vérités qui, si elles explosaient au grand jour, dynamiseraient également le(s) fondement(s) de Marianne ! Le saura-t-on jamais un jour...

Comme les trains, un Chirac peut en cacher un autre. En témoigne cette "nouvelle" affaire qui vient décidément lui gâcher sa retraite, pourtant bien méritée, de plus nul chef de l'État que la France n'ait jamais eu à supporter. V'là-ti pas, pas ma pov'dam, qu'on lui cherche des Sempoux dans la tête. Jean-Marie d'Huy, agissant cette fois seul comme Zorro, vient de citer le titulaire du grand ordre du Con(d)or dans l'affaire de la Sempap, une ancienne société d'économie mixte (SEM) rattachée à la mairie de Paris.

Bien qu'ayant été mis, à plusieurs reprises, au parfum de détournements supposés de fonds publics provenant de cette SEM au profit de copains du RPR d'alors, dont les comptes en banque auraient été domiciliés à la banque de Polynésie à Tahiti. Le sacro-saint principe de la présomption d'innocence protégeant notre Chi national, nous nous abstenons (pour l'instant) de tout commentaire sur ce dossier, ce, afin de ne pas risquer un inique procès pour abus de la liberté d'expression !

ARISTIDE LEUCATE
aleucate@yahoo.fr

1,5 dollars. C'est la barre symbolique franchie le mois dernier par la valeur de l'euro, qui frôle aujourd'hui les 1,58 dollars. En dépit de l'avis de la plupart des économistes, la Banque centrale européenne maintient sa politique et ses taux directeurs inchangés au risque de provoquer une catastrophe. Au-delà du handicap certain pour notre économie, la hausse de l'euro dans des proportions démesurées rend possible le décrochage brutal d'un dollar déjà affaibli par la récession se profilant outre-Atlantique. Compte tenu que le billet vert constitue la majorité des réserves monétaires mondiales, on a peine à imaginer les conséquences d'un tel scénario.

ARTIFICE STATISTIQUE

Lorsque l'on ne parvient pas à faire baisser la fièvre, on peut être tenté de changer de thermomètre. L'effet est très limité pour le patient, mais c'est pourtant ce que cherche à faire Nicolas Sarkozy. Celui-ci avait promis d'aller chercher la croissance « **avec les dents** ». Il s'engage maintenant à la mesurer autrement. Le président français a reçu à la mi-février le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, qu'il a chargé de réfléchir à un nouvel instrument de mesure de la croissance, afin, dit-il, de « **mieux prendre en compte la qualité de vie des Français** ». Tout cela ressemble malgré tout à un cache-misère.

GUERRE DE L'ÉNERGIE À BRUXELLES

Alors que la France, l'Allemagne et l'Autriche font front commun contre la Commission européenne pour empêcher le démantèlement, au nom de la concurrence, des grands groupes énergétiques et ainsi éviter de perdre le contrôle sur un secteur stratégique, la justice européenne vient de contraindre E.ON, l'un des principaux opérateurs allemands, à vendre à un opérateur indépendant ses réseaux de transport d'électricité. Ainsi, comme à son habitude, la machine européenne fait la preuve de sa promptitude à appliquer un droit absurde au mépris des réalités économiques et géopolitiques du moment.

CLIENTÉLISME MUNICIPAL

Au lendemain des élections municipales, un chiffre donne à réfléchir. Il s'agit de celui de l'endettement de l'ensemble des communes françaises dont l'encours atteindra, en 2008, 54,2 milliards d'euros et devrait encore s'alourdir dans les années à venir. Alors que les élus locaux sont toujours en première ligne pour critiquer les gaspillages de l'État, il serait souhaitable qu'ils fassent preuve d'autant de rigueur à propos des dépenses liées au clientélisme municipal.

NICOLAS VEY

Les syndicats pris au piège de l'idéologie

Quasi quotidien, le feuillet du conflit entre l'UIMM et le Medef, surtout de-

Derrière le scandale du financement et des actions de l'UIMM se joue l'évolution du paysage syndical français.

puis les "révélations" des indemnités de départ de Denis Gautier-Sauvagnac (DGS) et de "l'achat" de son silence sur les présumés turpitudes de l'UIMM, semble provoquer un véritable séisme dans le paysage syndical français.

« **Tout est affaire de gros sous. L'UIMM est toute-puissante car elle fait les fins de mois. Or qui paie commande** », explique Jean-Louis Giral, ex-président de la commission sociale du CNPF, l'ancien Medef. « **Avec ses 617 millions d'euros, le bas de laine de la métallurgie pourrait faire vivre le Medef jusqu'en... 2025 !** » commente *Liaisons Sociales* ¹. Il ne faut pas oublier non plus les syndicalistes FO (issus du courant lambertiste) piochant allègrement dans les

caisses de la Sécurité sociale il y a une vingtaine d'années, le financement occulte de la CGT (et accessoirement du PCF) via le comité d'entreprise d'EDF.

Car au-delà du fait de « **fluidifier les rapports sociaux** », comme l'indiquaient les responsables de l'UIMM pour justifier les retraits en espèces de millions d'euros, se pose la question de la représentation syndicale. Représentation qui doit bientôt être redéfinie. Au premier rang des règles, l'attitude "patriotique" pendant la Seconde Guerre mondiale, de telle manière que de nouveaux syndicats (SUD et UNSA), tant réformistes que révolutionnaires, sont exclus des négociations entre représentants des salariés et représentants du patronat, c'est-à-dire le paritarisme.

Lutte des classes

Or des centrales syndicales comme la CTFC ou la CGC bénéficiant des anciennes structures de représentativité risquent d'avoir moins de poids dans les différentes instances : négociation des conventions collectives, ANPE, Unedic, etc. C'est ce que semblent souhaiter Laurence Parisot

et les structures du Medef comme les services, les banques. Voulant complètement changer le droit social français, en particulier sur une base contractualiste (il n'y aurait plus d'accord de branches, ni même de conventions collectives, mais uniquement un contrat entre le salarié isolé et l'employeur), ils ne pouvaient que s'attaquer à la structure qui a fondé le droit social français d'après-guerre : l'UIMM !

De plus, bien loin de la chartre d'Amiens (datée de 1906, elle est considérée comme la chartre fondatrice du syndicalisme français) qui affirmait que la lutte syndicale était une lutte pour une transformation d'ensemble de la société en toute indépendance des partis politiques et de l'État, les syndicats ont été piégés par la lutte des classes qu'engendre le système capitaliste (système à distinguer de l'économie de marché, qui n'est qu'un mode d'organisation) et plus encore par la Guerre froide ; de la CGT, complètement inféodée au PCF, donc à Moscou, jusqu'au financement de Force ouvrière et du patronat par la CIA, notamment via les réseaux Albertini ². Or, ce type de syndicalisme ne correspond pas aux attentes des salariés. En effet, la

CGT, FO ou la CFDT ne « **rassemblent aujourd'hui que 7 % des salariés français** » ³.

Une nouvelle voie s'ouvre donc pour ceux qui veulent défendre les salariés français en dehors de l'idéologie républicaine et de la lutte des classes, pour ceux qui veulent réfléchir à des solu-



tions actuelles. C'est ce à quoi s'attelle *L'Action Sociale et Corporative* (www.actionsocial-corp.canalblog.com)

ARNAUD NAUDIN

¹ Liaisons Sociales, n°88, janvier 2008.

² Frédéric Charpier : Génération Occiden., Seuil.

³ Alternatives Économiques, n°267, mars 2008.

La Révolution de 1789 ne fut pas une simple révolte contre un ordre ancien ; elle fut la déification de la révolte contre toutes les lois de la nature, contre toute transcendance et toute tradition ; il s'agissait essentiellement de refaire la création à l'image et à la ressemblance de l'Homme. Au service d'un tel "projet", les pires crimes devenaient des actes sublimes et, depuis la publication

Quand médecine, philosophie et politique sortent chacune de son domaine, ce n'est pas pour servir l'homme, mais pour le chosifier.



Guillotiner a subtilisé à un autre médecin la renommée d'une invention philanthropique...

en janvier dernier du *Livre noir de la Révolution française*, nul ne peut croire que les atrocités de 1793 aient été de simples "bavures" dans le déroulement d'une entreprise valeureuse.

Le professeur Xavier Martin, historien des idées politiques, l'un des auteurs du *Livre noir*, s'est déjà montré iconoclaste au sujet des années révolutionnaires, comme de celles du Consulat et de l'Empire. Son abondante érudition – il a lu et décortiqué tous les auteurs des "Lumières", analysé toutes les correspondances des acteurs de ce temps, tous les débats d'assemblées –, jointe à une grande finesse d'analyse, est déjà à la source d'ouvrages fondamentaux : *Nature humaine et Révolution française*, *Sur les droits de l'homme et la Vendée*, *L'Homme des droits de l'homme et sa compagne*, *Mythologie du code Napoléon*, *Voltaire méconnu...* dont nous avons rendu compte en leur temps. Voici qu'il "récidive" en s'en prenant à la volonté révolutionnaire de *Régénérer l'espèce humaine*. L'ouvrage, sous-titré *Utopie médicale et Lumières (1750-1850)* montre déjà combien le matérialisme caractérise la pensée des élites de ces années-là.

L'homme? Une boue organisée

Tout part du postulat nominaliste énoncé tout au long du XVIII^e siècle : il n'y a que des individus dans la nature, donc que des

atomes sans volonté relationnelle. Le couple, la famille, la société ne sont pas naturels, ce ne sont que des agrégats d'individus juxtaposés par convention (par contrat, mot alors à la mode), mais cette complexité est une « **dérive** ». Il va falloir, explique l'auteur, « **refaire du simple en tous domaines et notamment, quant au social, en déduisant rationnellement le collectif d'une connaissance mieux approfondie de l'individuel** ». Or, qu'est-ce que l'homme-individu, considéré hors de toute transcendance et de toute appartenance affective, sinon « **de l'organique pur** », un « **agencement d'organes** », une « **organisation** », « **un peu de boue organisée** », comme disait La Mettrie, philosophe et médecin lui-même ? L'on voit à quelle déperdition de densité humaine aboutit une "philosophie" qui fait tout dépendre, comme disait Voltaire, des « **organes** » : le corporel, l'intellectuel, le sentiment, le goût, les opinions...

Allons plus loin : tout dans la « **machine** » humaine n'est que « **sensations** ». On lit chez d'Holbach : « **Toute sensation n'est qu'une secousse propagée jusqu'au cerveau ; toute idée est l'image de l'objet à qui la sensation et la perception sont dues** ». Helvétius va plus loin : l'homme lui-même est réductible à ses sensations, donc à son aptitude organique à les éprouver... Il va sans dire que chez un homme ainsi considéré comme ne dépendant que de ses nerfs, le libre-arbitre n'existe pas, et d'Alembert a clairement expliqué que « **l'existence de la liberté n'est qu'une vérité de sentiment** » (*sic*). Voilà le genre d'inspirateurs que la Révolution allait se donner quelques décennies plus tard pour conquérir la "Liberté"...

Les « législateurs de l'univers »

Alors, si tout en l'homme n'est que question d'agencement de fibres, les médecins peuvent prétendre être les mieux placés pour mettre cet homme en état d'être un bon citoyen, donc pour jouer un rôle auprès des hommes d'État réformateurs, puisqu'ils ont selon d'Holbach « **la clef universelle de l'esprit humain** ». À eux doit revenir aussi le soin de veiller à l'éducation des enfants, cette « **matière première** » dont Le Peletier de Saint-Fargeau devait dire sous la Révolution qu'elle peut être usinée pour les divers besoins sociaux. Xavier Martin voit poindre ici une « **pédagogie totalitaire** », avec le concours de médecins se croyant une vocation de conseillers anthropologiques auprès des gouvernants, voire de « **législateurs de l'univers** », comme devait les appeler un jour Joseph Fiévée. Et voici que la Révolution allait ouvrir à de telles prétentions un champ d'action illimité...

De la "Révolution guillotinière" à la philanthropie eugéniste

Xavier Martin observe que la médecine fut très présente dans l'atmosphère mentale de la rhétorique révolutionnaire. Les médecins eux-mêmes n'étaient pas en grand nombre dans les assemblées, mais sont restés sinistrement célèbres. Apparaît tout de suite le prétendu médecin Marat, le « **symbole de la haine sanguinaire délirante** » ; ce passionné d'expériences physiques disait vouloir que l'anatomiste « **dévoil[ât] les ressorts secrets qui meuvent l'âme** ».

Un « supplice d'égalité »

Puis voici le bon Guillotin, si gentiment préoccupé des conditions d'hygiène de la salle des débats. À ce propos, il nous revient que ce brave homme avait déniché le 17 juin 1789 la clef de la célèbre salle du Jeu de Paume à Versailles où les députés s'érigè-



Xavier Martin Il montre que la Révolution commencée en 1789 sévit en douceur sous nos yeux...

rent aussitôt, illégalement d'ailleurs, en assemblée nationale jurant de donner une constitution à la France : c'était déjà dresser la nation en un seul corps face au roi qui en avait toujours été la tête au-dessus des divers ordres. On séparait déjà la nation de sa tête... Tout un symbole !

Mais revenons à M. Martin qui nous présente Guillotin subtilisant à un autre médecin la renommée de l'invention philanthropique qui permettrait désormais « **un supplice d'égalité, d'humanité** ». Les débats furent toutefois acharnés tout au long de la Révolution sur les bienfaits de la machine : une tête fraîchement coupée ne continue-t-elle pas de sentir ? Et pourquoi, lorsque Charlotte Corday fut décapitée pour avoir poignardé Marat, sa tête tranchée avait-elle rougi d'indignation quand le bourreau l'eut soufflée ?...

Discours "médical" encore, celui qui se mit à établir entre l'homme et la femme un rapport d'étrangeté absolue. Dix ans plus tard le Code civil en resterait marqué.

Discours médical aussi, celui sur la nation elle-même, et cela dès avant les États Généraux avec la brochure de Sieyès *Qu'est-ce que le Tiers État ?* On y lit : « **Ja-**

mais l'on ne comprendra le mécanisme social si l'on ne prend pas le parti d'analyser la société comme une machine ordinaire. » Le savant Volney, quant à lui, faisait dépendre de la physique les principes de la morale, ce qui revenait à enlever à celle-ci son identité propre. Le comble du matérialisme...

Il n'est pas jusqu'au calendrier révolutionnaire qui n'ait eu pour mission « **d'harmoniser mécanique humaine, mécanique sociale et mécanique cosmique** ». Les discours abondent où la société était assimilée à un corps dont les subdivisions seraient comme des « **houppes nerveuses** » envoyant les sensations au centre commun. Bien sûr, remarque Xavier Martin, cette idée de corps politique ruinait tous les corps intermédiaires représentant les forces vives de la nation. De là le centralisme jacobin...

Le grand déblaiement

Rien n'est innocent dans le langage : assimiler la nation à un organisme revient évidemment à parler de ses imperfections comme de maladies qu'il faut neutraliser, voire extraire, afin de ragaillardir le corps, de le "régénérer". Là est le maître-mot de la décennie. « **Le terme est porteur, explique M. Martin, d'une forte charge de radicalité, en connexion avec l'aspect fondamental de table rase, donc de fondation, de refondation simplificatrice d'un donné social vétuste et complexe [...]. C'est de façon logique que l'esprit fondateur de la Révolution justifie la violence initiale, laquelle techniquement est nécessitée par un besoin fondamental de "déblaiement"** ». Apparaît l'ombre des Carrier, Westermann, Turreau et autres massacreurs de la Vendée, ces gens dépourvus de tout état d'âme, convaincus d'accomplir une œuvre philanthropique, de servir le progrès de l'humanité et de créer « **un nouveau peuple** », comme disait Le Peletier de Saint-Fargeau avant d'aller rejoindre Louis XVI outre-tombe le soir même du 21 janvier 1793.

Qui dit régénération ne sous-entend évidemment pas médecine douce. Mais la Révolution alla plus loin : c'est « **ontologiquement** » qu'elle se fit « **guillotinière** », selon l'expression du conventionnel (et médecin !) Baudot, lequel se déclarait prêt à faire guillotiner le quart de la population alsacienne, dont un bon contingent de juifs... (Ce fut cela aussi, la Révolution !) Saint-Just exprima la "pensée" des régénérateurs avec une remarquable franchise : « **Ce qui constitue une une république, c'est la destruction totale de ce qui lui est opposé** ». Exterminer devenait une bonne action, il fallait même oser haïr l'homme lui-même, selon le mot du marquis de Sade,

tout à fait dans l'air du temps : « **L'extinction totale de la race humaine ne serait qu'un service rendu à la nature** ». Ainsi se trouva épurée pour son plus grand bien la terre vendéenne transformée en cimetière... Ne l'oublions jamais : le recours aux "purgés", "vomitifs", bains de sang et autres moyens d'extermination comme moyens de gouvernement, c'est la Révolution de 1789 qui en a donné l'exemple aux siècles suivants.

De la Vendée à Auschwitz

En fait était-il besoin du renfort "médical" pour que les Droits de l'Homme débouchassent sur de telles orgies ? Il nous semble que la Déclaration, en écrasant les hommes concrets sous le joug d'une entité collective (la « **volonté générale** ») et en imposant le dogme de l'infaillible souveraineté du peuple, a engendré la progression de la haine comme moteur de la vie publique. De même en ne reconnaissant d'autre distinction que celle des « **vertus** » et des « **talents** », tout en niant toute référence transcendante pour juger des "vertus" de tel individu ou groupe d'individus, les Droits de l'Homme ont laissé place aux critères utilitaires ou idéologiques pour entreprendre une "régénération".

Ainsi chacun se trouva-t-il invité à ne plus reconnaître comme mesure de la vertu que sa propre adéquation à l'idéologie dominante laquelle faisait alors de n'importe quel envieux, ou de n'importe quel raté, une sorte de surhomme. Tous les génocides du XX^e siècle ont fonctionné ainsi. Nous avons vu plus haut les juifs déjà visés par le système. L'historienne communiste Lilly Marcou n'a-t-elle pas écrit que l'impérialisme culturel des Lumières avait « **contribué à une nouvelle forme d'antiju-daïsme encore plus dévastateur ayant ses fondements dans un nationalisme laïc et xénophobe** » ? Et l'historien juif Israël Eldad n'a-t-il pas remarqué que « **la dernière pierre que l'on arracha à la Bastille servit de première pierre aux chambres à gaz d'Auschwitz** » ?

"Refaire l'homme"

Revenons à Xavier Martin qui nous apprend encore mille choses sur les raisons de l'urgence de "refaire l'homme" à partir de 1789. Les travaux préparatoires au Code civil montrent bien le parallèle insistant entre médecine et politique législative. C'est d'ailleurs ce qui inspira l'introduction du divorce dans les mœurs françaises : étant donné que toute volonté relationnelle était considérée comme contraire à la nature, était-il normal, demandait Bonaparte, de forcer à vivre ensemble des êtres « **organisés à part** », tels que l'homme et la femme ? Notre actuel spécialiste en familles recomposées, Nicolas Sarkozy, a, en ce qui le concerne, résolu la question...

L'idée se fit jour, alors, que les lois pouvaient déterminer les comportements (*quid* de la liberté ?) ; on allait « **perfectionner l'espèce** » et créer « **un monde** »

► **sans faute** », d'abord en modifiant l'homme, entreprise jugée possible puisque, selon le docteur Cabanis – un disciple de Rousseau proche de Bonaparte –, « **de tous les animaux, l'homme est le plus susceptible de recevoir toutes les empreintes imaginables** ». On commencerait bien sûr par la jeunesse que le jacobin Bourdon voulait rendre « **libre et docile** », ce que M. Martin traduit par librement modelable, afin qu'elle se prête d'elle-même aux pulsions qu'on lui donnerait et qui, d'après d'Holbach ou Condillac, la rendraient forcément heureuse, puisque conditionnée par une passion abstraite, celle – ne riez pas – de la Liberté !... Voilà donc l'État promu éducateur de la nation dans sa totalité, avec pour mission de régénérer même l'entendement humain. À cette fin fut créée en 1795 l'École normale (l'école qui normalise...); elle ferma ses portes au bout de trois mois, mais on sait depuis deux cents ans que l'idée a fait son chemin...

Des hommes pour la pensée unique

Vint ensuite le "médecin philosophe", ce Cabanis déjà cité, lequel allait enfin expliquer ce qu'était la perfectibilité de l'homme... L'hygiène et l'éveil des sens, autant que l'éducation et les techniques de manipulation, fêtes civiques et uniformes, devaient rapprocher toujours plus l'homme d'un « **type parfait** ». Mais cet homme était appelé à s'épanouir au sein de masses, de collections, d'agglomérats donc d'abstractions, seules pouvant exister dans un monde qui condamnait les communautés naturelles comme non naturelles. N'avait-on pas entendu quelques années plus tôt Allarde, l'un des deux destructeurs des corporations, dire qu'il n'y avait plus que des « **collections d'individus** » ? Vouloir créer un type parfait d'homme (les « **hommes supérieurs** » rêvés par Helvétius) et en même temps ne parler que d'hommes en troupeaux, cela peut sembler contradictoire. La solution de Cabanis est éclairante sur les futures réformes de l'enseignement en France jusqu'à nos jours. Il s'agissait en fait, explique M. Martin, d'un « **parfait type moyen** »

réunissant en lui la meilleure « **intelligibilité** » (savoir en somme exceller dans la moyenne, se comporter, selon Cabanis, « **de manière optimale** » dans la moyenne...) et la meilleure « **gouvernabilité** », autrement dit la docilité. Il était bien entendu qu'il n'y aurait nulle place pour la fantaisie dans cet univers de remodelage, tout juste bon pour des « **robots supérieurement téléguidables** » – les hommes aujourd'hui sans visage de la "pensée unique"...



Le docteur Cabanis 1757-1808

Ce que les utopistes de la Révolution et du Consulat n'ont pas su créer parce qu'ils finirent par faire peur, les idéologues de notre temps, capables de la manière *soft*, ne sont-ils pas en train de le réaliser ?

Le tri des reproducteurs

Il est d'autres considérations qu'aborde Xavier Martin et qui font froid dans le dos tant elles sont devenues actuelles deux cents ans après. Régénérer l'espèce humaine, cela pour beaucoup viendrait nécessairement du bienfait même des lois nouvelles, car la pensée juste et le corps sain se confondraient et la "Liberté" ne pouvait qu'embellir le sang, ce sang qu'il importait d'épurer en se débarrassant du « **mauvais lait** », du sang impur (air connu) de ceux qui ne goûtaient pas la Liberté... Plus grave encore : la conception nominaliste, donc réductrice, de l'homme avait tant contaminé le siècle des Lumières qu'on ne croyait plus lumière dans le monde révolutionnaire à la réalité d'une

nature humaine. L'avortement, déjà !, était dédramatisé, et, à demi-mots, l'eugénisme également. Tandis que Condorcet souhaitait débarrasser la terre des hommes inutiles et mal faits, d'autres voulaient envoyer dans les guerres napoléoniennes des régiments de borgnes et de boiteux pour conserver les hommes beaux et forts. De là à parler de trier les reproducteurs, il n'y avait qu'un pas que d'ailleurs Voltaire avait naguère déjà franchi. De son côté, dans son *Contrat social* Rousseau avait dit que la vie devait « **devenir un don conditionnel de l'État** ».

Certes, le rendez-vous fut plutôt manqué entre les médecins façon Cabanis et Napoléon, trop prudent pour les écouter, il n'en reste pas moins qu'ils ont laissé en France des traces pendant tout le XIX^e siècle (l'auteur en cite des exemples stupéfiants). Léon Poliakov, analysant le *Mythe aryen* voit en Cabanis « **le relais entre le scientisme des Lumières et le racisme scientifique et eugéniste du nazisme** ». Xavier Martin a ici le courage de dire ce que l'on ne dit jamais, par exemple que la fondatrice du Planning familial, Margaret Sanger, « **admirait l'eugénisme hitlérien** ». Et cette généalogie des horreurs n'est pas close à l'ère des manipulations génétiques en tous genres...

Assurément ce livre nous plonge en plein cœur de l'actualité, mais surtout il dérange, parce qu'il montre tout simplement que la Révolution commencée en 1789 n'a jamais été réellement close et qu'elle sévit en douceur sous nos yeux plus que jamais. On n'en sortira qu'en rejetant les idéologies dominantes et en retrouvant la liberté de voir les hommes comme ils sont.

MICHEL FROMENTOUX

* *Xavier Martin* : Régénérer l'espèce humaine – Utopie médicale et Lumières (1750-1850). Éd. Dominique Martin Morin, 384 pages, 27,50, euros.

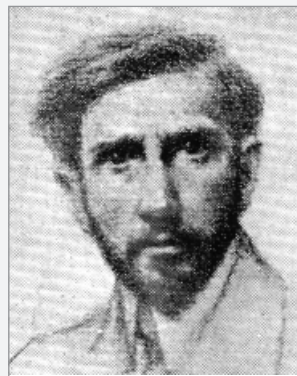
1 *Lilly Marcou* : Napoléon et les juifs. Éd. Pygmalion, 2006.

2 *Israël Eldad* : Essai sur la Révolution juive. Cité par Michel Gurfenkiel dans Le Livre de la mémoire. Éd. Valmonde, 1993.

Liberté, égalité, fraternité

III – fraternité

Enfin, la troisième idée révolutionnaire, le principe de fraternité, constitutif du régime cosmopolite imposa d'une part une complaisance sans borne pour tous les hommes à condition qu'ils habitassent fort loin de nous, nous fussent bien inconnus, parlassent une langue différente de la nôtre, ou, mieux encore, que leur peau fût d'une autre couleur ; mais, en revanche, ce beau principe nous présentait comme un monstre et comme un méchant quiconque, fût-il notre concitoyen, notre frère, ne parta-



Charles Maurras au temps de Romantisme et Révolution

geait pas tous nos moindres accès de rage philanthropique. Le principe de fraternité planétaire, qui voudrait établir la paix de nation à nation, tourna vers l'intérieur de chaque pays et contre les compatriotes ces furieux mouvements de colère et d'inimitié qui sont secrètement gravés par la nature dans le mécanisme de l'homme, animal politique, mais politique carnassier. Les Français ont été induits à la guerre civile.

CHARLES MAURRAS
Romantisme et Révolution
Préface

Homme de paix s'il en fut, Charles Maurras se méfie du pacifisme dont les bons sentiments mènent à des massacres, et il en voit l'origine dans le troisième terme de la devise républicaine, Fraternité.

Actualité du texte

Quand Maurras publie en 1922 le volume *Romantisme et Révolution* qui unit *L'Avenir de l'Intelligence* à *Trois Idées politiques* et dont nous étudions un extrait de la préface, il ne peut certes imaginer de manière précise et concrète la rapidité et la facilité des transports que nous connaissons et qui, en conjonction avec l'idéologie mondialiste, fait de notre temps une époque de migrations humaines comparable aux derniers siècles de l'Empire romain d'Occident. Mais si nous adaptons le vocabulaire, si nous traduisons cette langue pure, dense, élégante dans le jargon du journalisme politique d'aujourd'hui, le texte brille d'une modernité qui ne surprendra que ceux qui ignorent la puissance d'analyse et de prévision de Maurras. « **Paix de nation à nation** » s'appelle mondialisme, la « **fraternité planétaire** » peut avoir pour équivalent la « **maison commune** » où certains idéologues veulent contraindre l'humanité à vivre, la « **rage philanthropique** » est devenue la doctrine des Droits de l'homme. La fraternité républicaine, forme dévoyée de la charité devenue folle, ignore les hiérarchies de sentiments, de devoirs et de nécessités contingentes. Le cœur innombrable du démocrate bat pour la faim dans le monde contre laquelle

il lutte globalement sans s'inquiéter de l'état de sa patrie où son prochain, au sens étymologique, risque de sombrer dans la misère.

La République se nourrit de haines civiques

Comme il fallait priver de liberté les ennemis de la Liberté, le moralisme démocratique a lui aussi besoin d'ennemis à dénoncer, à détester et à combattre. D'une part on aime le monde et de l'autre on hait le prochain qui ne partage pas l'idéologie de la fraternité universelle et on le présente « **comme un monstre et comme un méchant** ». C'est ce que le vocabulaire d'aujourd'hui appelle "diaboliser". Cette « **haine fraternelle** » a été parfaitement exprimée par un contemporain de la Révolution, le poète Lebrun-Écouchard, auteur d'odes médiocres mais qui a frappé quelques belles épi-grammes :

Bon Dieu ! l'aimable siècle, où
[l'homme dit à l'homme :
"Soyons Frères... ou je
[t'assomme ! »

Le système fondé sur la Liberté, l'Égalité et la Fraternité est donc un système de guerre civile. En appelant l'homme animal politique, « **mais carnassier** », Maurras pense, au-delà d'Aristote, à la formule d'Hobbes « **l'homme est un loup pour l'homme** ». Au-delà de la Fraternité qui déchire la Patrie, l'Action française veut en restaurer l'unité dans l'Ordre pacificateur et bienfaisant.

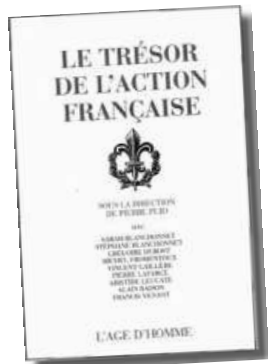
GÉRARD BAUDIN

À LIRE ET À OFFRIR

LE TRÉSOR DE L'ACTION FRANÇAISE

Sous la direction de Pierre PUJO

Avec Sarah BLANCHONNET, Stéphane BLANCHONNET, Grégoire DUBOST, Michel FROMENTOUX, Vincent GAILLÈRE, Pierre LAFARGE, Aristide LEUCATE, Alain RAISON, Francis VENANT



Depuis sa fondation en 1899, l'école d'Action française a produit un nombre considérable d'ouvrages de critique historique, politique, littéraire, qui, ensemble, constituent un trésor.

Trente et un de ces ouvrages ont été sélectionnés pour faire l'objet d'articles publiés dans L'Action Française 2000 en 2004 et 2005. Ont été privilégiés ceux qui permettent d'approfondir la pensée po-

litique de l'Action française en soulignant leur actualité.

À travers les études rassemblées dans ce recueil, le lecteur se familiarisera avec Jacques Bainville, Augustin Cochin, Léon Daudet, Pierre Gaxotte, Pierre Lasserre, Charles Maurras, Léon de Montesquiou, Maurice Pujol, le marquis de Roux, Henri Vaugeois, découvrant ainsi l'originalité de la pensée d'AF.

Éd. de l'Âge d'homme, 138 p., 20 €. Disponible à nos bureaux : 22,11 € franco (chèque à l'ordre de la PRIEP).

REVUE
DES REVUES

La dernière livraison de la Nouvelle Revue d'histoire (n°35 mars-avril 2008) présente un dossier particulièrement intéressant sur « noblesse et chevalerie ». Charles Vaugeois commence par distinguer clairement ce qui est souvent confondu : noblesse, chevalerie et féodalité.



Bernard Fontaine montre comment l'Église a su habilement soumettre la « société indocile » des nobles, aux mœurs et aux croyances souvent païennes, en offrant aux chevaliers, avec les Croisades, l'occasion de réaliser un idéal à la fois élevé et utile à la Chrétienté. Il analyse la place prise par saint Bernard de Clairvaux, que le père Irénée Valléry-Radot, d'une grande famille d'Action française, avait jadis qualifié de « prophète de l'Occident » dans sa justification théologique – qui indignait tant les Byzantins –, de ces « moines-soldats » que furent les Templiers : « Le chevalier du Christ tue en conscience et meurt tranquille ; en mourant, il travaille pour lui-même ; en tuant, il travaille pour le Christ. Ce n'est pas sans raison qu'il porte un glaive, il est le ministre de Dieu pour le châtement des méchants et l'exaltation des bons. »

Liberté

Le thème de la liberté noble revient dans plusieurs contributions, dont celle de Jean-Marie Constant sur « les derniers feux de la liberté ». On sent que la domestication de la noblesse par la monarchie absolue et administrative – dont on sait par ailleurs les mérites et la nécessité ! – n'attenta pas seulement à l'équilibre social de la société d'Ancien Régime, en rendant inutile, et donc bientôt parasite, tout un ordre qui fut pourtant celui de l'excellence, mais qu'elle fit peut-être perdre à la France un esprit de liberté, de fronde parfois nécessaire, et de vaillance qui manqua cruellement aux heures de la Révolution (populaire ou... nobiliaire). C'est là une grande question.

On lira également avec douleur la chronique de Péroncel-Hugoz consacré au « révisionnisme à Poitiers » qui fait regretter aux visiteurs du site de Moussay-la-Bataille la victoire du « cruel » Charles Martel sur le « pieux, respectable » et « vaillant Abderhamane »...

FRANCIS VENANT

Ces rois et reines dont nous héritons...

Rassemblement en un seul ouvrage les quarante rois qui ont fait la France était une entreprise hardie. Xavier Cheneveau s'y est mesuré avec bonheur,

La monarchie en France n'est pas une idée morte

et son Histoire des rois et reines de la France est un vrai petit chef-d'œuvre de concision en même temps que d'érudition et de réflexion politique.

Pour chaque règne l'essentiel est dit tant sur la personne du roi, de son épouse, de ses ministres voire de ses maîtresses, que sur ses qualités et défauts et sur son apport à la construction de la France, à son maintien, à son enrichissement. C'est là où l'idée de l'auteur d'embrasser toute la lignée d'un seul regard se révèle d'un très grand intérêt.

Cette volonté tenace d'œuvrer dans la durée se manifeste dès les tout premiers Capétiens que François Mitterrand saluait comme « la colonne vertébrale de notre histoire » : avec eux la question de la succession est définitivement réglée par la mise en place de la primogéniture mâle empêchant tout morcellement du

royaume et tout risque de livrer la couronne à des têtes étrangères. Les personnalités hors du commun de Louis VI le Gros, implacable justicier, du saint roi Louis IX, modèle de prince chrétien, de Philippe IV le Bel, impétueux défenseur de l'indépendance du pouvoir, révèlent dès les premiers siècles que la grande tradition politique française est autant de respecter la liberté de l'Église dans le domaine spirituel et moral que de s'opposer à toute théocratie épiscopale ou pontificale dans les affaires temporelles.

Grand pacificateur

Viennent ensuite les Valois aux règnes parfois horriblement tourmentés, mais qui, avec l'aide de Dieu (sainte Jeanne d'Arc), par leur sagesse (Charles V), par leur volonté sans faille (Louis XI) ou par l'éclat de leur bravoure et de leur élégance (François I^{er}), parviennent à renforcer l'administration du royaume tout en sauvant son indépendance et son unité, jusqu'à ce que les guerres de religion viennent tout remettre en péril. Un péril dont la France ne sort que grâce au principe successoral qui porte le grand pacificateur Henri IV sur la trône, et avec lui

la lignée des Bourbons lesquels (Louis XIII, Louis XIV, Louis XV et Louis XVI) affirmeront en Europe une grande politique propre à la



France, illustreront la notion d'État, porteront le royaume à un sommet de civilisation et réaliseront de grandes réformes, jusqu'à la Révolution de 1789 enclenchée sans que le peuple y soit pour rien.

Xavier Cheneveau, qui n'oublie pas non plus de signaler les bienfaits de la Restauration après la tornade napoléonienne, parseme son livre de petits articles instructifs sur la loi salique, la fleur de lys, la langue française, la Chré-

tienté, la consécration du royaume à la Vierge Marie, l'idée de nation, celle de république... Abondent aussi les citations de grands auteurs (de Bernanos à Ionesco) et d'hommes politiques contemporains (de De Gaulle à Villepin) ayant reconnu ce que la France doit à la monarchie. Il en ressort qu'aujourd'hui ce régime est loin d'être une idée morte et que la V^e République serait elle-même une « république capétienne » puisqu'elle rejoint, dit l'auteur, « la politique classique de la France [reposant] sur le primat du fait national, l'affirmation du rôle de l'État face au poids des féodalités [...] la promotion du principe de civilisation française qui s'oppose à la globalisation, à l'alignement et à la standardisation de la pensée ». Xavier Cheneveau pense évidemment à la première mouture de la V^e, non aux replâtrages actuels, mais le fait que tant d'idées "classiques" restent dans l'air n'en est pas moins une raison d'espérer.

Ce livre clair et toujours plaisant est à lire, à relire et à faire lire.

MICHEL FROMENTOUX

* Xavier Cheneveau : Histoire des Rois et Reines de la France. Éd. Grancher, 240 p., 16,50 euros.

Nos frères irlandais

Sous Elisabeth I^{ère}, il y eut trois soulèvements en Irlande, réprimés par les Anglais avec une telle cruauté que la moitié de la population dispa-

Retour sur l'histoire d'un pays où se déroulera en juin prochain un référendum décisif pour l'Union européenne

rut. « On massacre les Irlandais comme des bêtes féroces, rapporte l'historien britannique Lecky. Délibérément, systématiquement, on fait boucherie non seulement des hommes, mais encore des femmes et des enfants. » Les "têtes rondes" de Cromwell laissèrent un souvenir atroce : 3 000 habitants massacrés à Drogheda, déportations vers l'ouest du pays...

Les persécutions successives envoyèrent sur nos rives de nombreux malheureux, dépossédés de leurs terres. Après la défaite de la Boyne en 1690, Guillaume d'Orange dicta, par le traité de Limerick – symbole de duplicité anglaise – les conditions de soumission. 30 000 Irlandais émigrèrent, au péril de leur vie, dont certains s'illustrèrent dans les armées de Louis XIV, à l'image de Patrick Sarsfield, mort à la bataille de Neerwinden le 29 juillet 1693.

Dillon, Clare, Bulkeley, Lally, Berwick, Rooth, Fitz-James... formèrent les Brigades irlandaises ou les Oies sauvages (Wild Geese, Na Géanna Fiaine). Leur solde fut relevée par le Roi, tant il était satisfait de leur courage. Bien des noms s'inscrivirent parmi les patronymes français : Guerarty, Carroll, Hamilton, Kennedy (dont un se trouvait déjà dans l'armée de Jeanne d'Arc), Oharan, Plunkett... Les Irlandais s'intégrèrent facilement à la société française : physiciens à Montpellier, vigneron dans le Bordelais, ecclésiastiques, marchands dans les ports...

Fontenoy 1745

À Fontenoy, en mai 1745, malgré le mur inébranlable des régiments suisses, Louis XV se trouvait menacé par les 16 000 hommes de Cumberland. Lally-Tollendal (Tulac-na-Dalla) donna l'ordre à ses 3 800 Irlandais : « Allez à l'encontre des ennemis de France sans ouvrir le feu jusqu'à ce que vos baïonnettes touchent leur ventre ! » Pendant que la Maison du Roi chargeait, ils fondirent sur les Britanniques au son des cornemuses, fifres et tambours, jouant l'hymne de Stuart, La Cocarde blanche, et hurlant « Cuimhnigh ar Luimneach agus ar feall na Sasanach » (souvenez vous de Limerick et de la perfidie des Saxons). La situation se renversa

et la victoire fut complète ! En récompense, le Roi remit son étendard au régiment Dillon. Le sergent Wheelock du régiment de Bulkeley prit le drapeau du 2^e régiment des Gardes anglaises. Louis XV, qui était un prince avare du sang de ses soldats, fit soigner tous les blessés trouvés sur le champ de bataille, sans distinction de camp. Durant le siècle, 500 000 Irlandais tombèrent au service du roi, l'expression « Remember Fontenoy » devenant leur cri de ralliement.

Dans la Maison du Roi figurait la Gendarmerie anglaise, et des volontaires britanniques étaient présents dans d'autres unités (11,7 % dans le régiment irlandais de Clare), luttant contre l'oppression de la Maison de Hanovre qui s'était substituée aux Stuarts légitimes.

Outre-Atlantique

La Brigade irlandaise s'illustra également en Amérique où, en septembre 1755, 3 000 hommes attaquèrent les 9 000 Anglais de W. Johnson. Elle participa en 1756 à la prise du fort d'Oswego, puis contribua à la terrible défaite anglaise du fort William Henry. Le 8 juillet 1758, ce fut Ticonderoga (fort Carillon), une autre défaite cuisante pour les Britanniques. Des déserteurs irlandais, enrôlés de force dans l'armée ennemie, rejoignirent nos troupes, composées alors de vo-

lontaires. Les Irlandais, vêtus eux aussi d'uniformes rouges, particulièrement craints, intervinrent aux Plaines d'Abraham, mais trop tardivement pour éviter la défaite. Après la victoire de Lévis à Sainte-Foy, certains Irlandais restèrent sur le continent américain, où ils partagèrent les déboires des Français. Les officiers du régiment de Dillon et de Walsh furent les premiers à se lancer contre l'opresseur anglais lors de la guerre d'indépendance.

Pendant la Révolution, de nombreux Irlandais rejoignirent l'armée des princes, par fidélité au roi et pour fuir les persécutions. Le colonel Lord Rice tenta même de sauver la reine. Le comte Arthur de Dillon, héros de la guerre d'indépendance américaine, mourut sur l'échafaud en avril 1794. C'est à un Irlandais, l'abbé Edgeworth de Firmont, que revint l'honneur d'accompagner Louis XVI à la mort en prononçant ces mots : « Fils de saint Louis, montez au Ciel ! » Cette fidélité se manifesta à nouveau lors d'un voyage du comte de Chambord, où de nombreux Irlandais, dont le leader indépendantiste Daniel O'Connell (député puis lord-maire de Dublin à partir de 1841), proposèrent « une brigade irlandaise au service d'Henri V pour reconquérir le trône de ses aïeux ». Semper et ubique fidelis.

FRÉDÉRIC WINKLER

Georges Mathieu ou la fureur d'être

« On ne fait pas le portrait d'un artiste, on l'approche à peine. » C'est par cet aphorisme que le dramaturge François Billeudoux conclut le magistral film du documentariste Frédéric Rossif sur Georges Ma-

thieu. Il faut comprendre le paradoxe de ce langage qui se vide de son contenu au fur et à mesure que le monde l'adopte. Il faut percevoir la solitude et l'insolence de Mathieu, deux des clés de sa création. Il faut voir Mathieu peindre, tracer des arabesques et des volutes complexes (Malraux, grand inconnu)

Il faut entendre Vangélis improviser des musiques progressives en mêlant percussions, claviers, et flûtes, pendant que Mathieu peint les deux toiles précitées. Le contraste entre deux génies, le peintre, dandy raide, hiératique, moustachu et sévère, et le musicien, pâle grec velu et débraillé, reste saisissant, alors

reflétant au milieu des fleurs dans le bassin de l'orangerie du château de Versailles, voyage en Mercedes-Benz 500 K cabriolet A de 1936 à travers la France, vues de l'usine de transformateurs de Fontenay-le-Comte, intérieures du château de Herrenchiemsee en Bavière. Effectivement, Mathieu porte

En s'insurgeant contre la laideur et la médiocrité du monde, Mathieu porte à l'élévation.

thieu, tourné en 1971. Plus de trente-cinq ans après, la réédition de cette œuvre en DVD restauré confirme que l'exercice peut réussir.

Il permet d'aller à la rencontre de Mathieu, filmé chez lui ; on découvre sa chambre, son bureau, son atelier, mais aussi Boulogne-sur-Mer, la ville de son enfance. On y entrevoit ce qu'a pu être l'abstraction lyrique, ce courant pictural dont Mathieu fut le principal représentant en France dans les années cinquante. Allant à l'encontre de l'abstraction géométrique, il cherche, après une suite de libérations successives, à se détacher des esthétiques antérieures, à incarner une volonté de s'oublier pour être, tout en continuant à être porteur de sens. Il faut tout d'abord se laisser pénétrer par le générique envoûtant, où un Georges Mathieu filmé de face, concentré, démultiplié par des effets d'optique, trace sur une vitre courbes et symboles.

Toile cyclopéenne

Il faut écouter Mathieu expliquer les peintures de pays pour les affiches d'Air France à la fin des années soixante : au fur et à mesure qu'il en décrit les différents éléments et couleurs, la composition en devient presque limpide, et on reconnaît les gratte-ciel américains, les masques égyptiens, les fêtes brésiliennes.

Il faut le suivre lorsqu'il raconte la peinture d'une toile cyclopéenne lors d'une nuit de la poésie, et qu'il se retrouve seul contre le monde, alors qu'il a créé son langage.



La pièce de monnaie dessinée par Mathieu a été tirée à 660 millions d'exemplaires.



Georges Mathieu et Frédéric Rossif, pendant le tournage à Versailles, à bord de la Mercedes 500 K, achetée par le peintre aux domaines en 1958. « Il s'agit d'une voiture d'exception, réservée à peu d'élus. L'insolence de sa puissance exceptionnelle est une expérience à elle seule », lisait-on dans un numéro de la revue The Autocar en 1936.

tionnel de Mathieu dira : « **enfin un calligraphe occidental** », projeter des couleurs sur des toiles immenses, raconter l'amour, la mort, et la fête pour *L'Élection de Charles Quint*, alors qu'une gracieuse ballerine en robe bleue danse dans l'atelier.

Il faut suivre les mouvements fulgurants, le signe précéder la signification, la main aller plus vite que l'esprit, tandis que des karatékas en kimonos rouges et noirs, assortis aux couleurs de *La Nécessité de l'espérance*, s'affrontent dans un combat simulé.

Il faut s'émerveiller sur les explosions de couleurs, les contrastes, le relief des gouaches, rendu perceptible grâce au cinémascope, les éclaboussures formant des taches, le dynamisme extrême de cette esthétique flamboyante.

même que ce rendez-vous inattendu montre que les deux œuvres peuvent être complémentaires. Il faut confronter les toiles sur l'apocalypse de Mathieu peintes en 1959, avec l'opéra éponyme de Vangélis composé en 1971.

Le privilège d'être

Mathieu se prête aussi à un entretien graphique, traçant et positionnant autour de lui, sur une feuille blanche, aux encres et à la plume, les différents éléments de son univers : œuvre, famille, ennemis, richesse, Dieu, Roi. Cet autoportrait dirigé permet d'approcher la profondeur de la personnalité de Mathieu, elle est prétexte à des séries d'images d'une époustouflante beauté : toiles se

à l'élévation, lui qui s'insurge contre la laideur qui règne et la médiocrité du monde, qui s'interroge : « **Endormis par l'inertie, l'habitude, le bien-être, le confort, la sécurité nous avons tacitement accepté que l'on converse pour nous, que l'on pense pour nous, que l'on choisisse pour nous, que l'on joue pour nous, que l'on charme pour nous. L'homme se verra-t-il demain définitivement frustré de cette ultime faveur démocratique, que l'État lui accorde, et que la société lui arrache : le privilège d'être ?** » Jean Cocteau ne s'y était pas trompé, lui qui disait : « **Mathieu est un grand seigneur, tout ce qu'il touche devient féodal et noble.** »

PHILIPPE ALEYRAC

* **À voir en DVD** – Georges Mathieu ou la fureur d'être. Un film de Frédéric Rossif, commentaires de François Billeudoux, musique inédite de Vangélis, 53 minutes, Zoroastre. Nombreux bonus dont une très riche interview inédite de 2006, Chez Georges Mathieu, qui éclaire d'un jour nouveau le film. Internet : www.georgesmathieu-themovie.com

* **À lire** – Georges Mathieu : Le Privilège d'être, Le Jas-du-Revest-Saint-Martin, Basses-Alpes. R. Morel, 1967 ; réédition, précédée d'un entretien inédit avec Christine Blanchet-Vaque, Paris, Complicités. 2006.
* **Sous le titre** Georges Mathieu conquérant des signes, notre ami Joseph Santa-Croce, qui fut collaborateur de l'artiste, a publié, en 2006, aux Nouvelles Éditions latines, une passionnante brochure rassemblant des commentaires très pénétrants sur l'œuvre du créateur de « **l'abstraction lyrique** », imprécateur des péchés modernes et myste, pour une renaissance totale.

CHRISTOPHE BOURSEILLER

LES MAOÏSTES

Points-Seuil - 510 p. - 8 euros

De 1963, jusqu'à leur agonie dans les années 1980, les maoïstes français ont pesé sur la vie politique. Le livre que Christophe Bourseiller a consacré à ces vingt années d'aventures chinoises sur notre territoire ressort en poche.

Dissidents du Parti communiste, groupés autour de journaux comme L'Humanité Rouge ou de La Cause du peuple, ces militants critiquaient le stalinisme au nom du maoïsme : une querelle entre partisans du totalitarisme. Au-delà des œillères de ces activistes, on retiendra surtout leur goût pour l'agit-prop et la communication spectaculaire, l'échec de l'implantation de leurs éléments étudiants en usine, et l'apologie délirante qu'ils firent du prolétariat ou de la Révolution culturelle.

AFFRONTEMENT PARISIEN

Mobilisant Jean-Paul Sartre, Jean-Luc Godard ou Michel Foucault, les Serge July, Gérard Miller, Philippe Sollers et consorts utilisèrent avec succès au profit de leurs groupuscules la notoriété d'artistes ou de penseurs. De quoi tisser les fils d'une légende rouge sans équivalence en France.

Et les royalistes dans tout cela ? Si Bourseiller n'évoque pas l'équipe de jeunes vendeurs volontaires d'Aspects de la France de Saint-Germain-en-Laye ayant basculé chez les maos (et comprenant l'humoriste Albert Algoud), il évoque le célèbre affrontement parisien de l'année scolaire 1974-1975 entre les jeunes de la NAR et ceux du Groupe révolutionnaire du 17^e arrondissement de Paris pour le contrôle du lycée Honoré de Balzac. Il évoque également l'étonnante réunion publique commune-gaulliste-maoïste-royaliste qui eut lieu en juin 1975 rue de Rennes sur le thème France-Tiers monde : solidarité. Autant d'anecdotes que vous trouverez dans ce livre document fort bien documenté.

P. L.

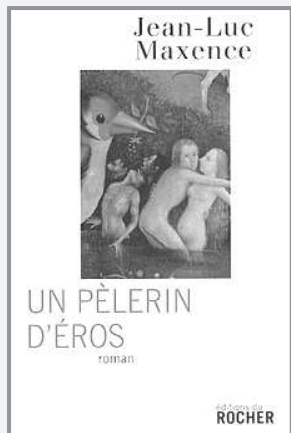
■ Georges Mathieu est un grand ami de l'Action française. Il l'a manifesté plusieurs fois en



acceptant notamment de présider le banquet des Amis de l'Action française en décembre 1994 et en nous offrant cette magnifique fleur de lys.

UN QUÊTEUR D'AURORE

Si on oublie un seul instant que le patient de Jean-Luc Maxence est le XXI^e siècle, on ne verra sans doute ici que la plus conventionnelle des psychanalyses dans laquelle Eros et Thanatos poursuivent leur dialogue convenu.



Mais non ! C'est parce qu'il est le siècle tout entier, qu'une complaisante et itérative sexualité hante l'anamnèse de ce Pèlerin d'Eros, et que l'auteur, non pour nous éclairer, mais pour nous égarer, paillette son mythe de tant de références scolaires, où, seul, lung est capable de nous intéresser.

Alors, où donc ce pèlerinage nous entraîne-t-il ? Vers quels confins d'une âme se refusant à la matière, ou, alternativement d'un corps mort à l'âme avec ses aspirations spirituelles, sommes-nous parvenus ? Du viol originel par le frère aîné, substitut du père, incestueux et indélébile stigmaté, cause de la douleur primordiale, jusqu'à l'âpre voie cathartique, nous voilà emportés dans la plus troublante aventure intérieure de ce « quêteur d'aurore ».

Car ce n'est pas un héritage que le présent siècle tient de son frère aîné indigne, le XX^e siècle ; du fait de toutes les horreurs accumulées au fil de son histoire unique, avec la perte de Dieu, c'est un véritable viol, si présent, si insupportable, mais en même temps si nécessaire, que la conscience de soi dépend du degré d'ignominie de la souillure.

En fait, les voies du salut nous demeurent un mystère. Du patient au psychanalyste, se produit un étrange transfert, et c'est pour l'un comme pour l'autre que se débarrassent de leurs sottises onnières les chemins de l'initiation salvatrice, et que nous surprend soudain un éblouissement trop fugace, mais que Jean-Luc Maxence connaît mieux qu'un autre : dans une telle perte du sens de soi-même, le poète n'est-il pas le vrai mystagogue ?

PHILIPPE CHAMPION

* Jean-Luc Maxence. Un pèlerin d'Éros. Éditions du Rocher.

Souvenirs d'un demi-siècle

Philippe d'Hugues, critique et historien du cinéma français tenait la rubrique consacrée au 7^e art dans l'hebdomadaire

Un chroniqueur non-conformiste nous replonge dans la France des années 1950.

royaliste *La Nation Française* sous le nom de Philippe de Comes. Biographe de Robert Brasillach (lui aussi un grand cinéophile), Philippe d'Hugues se fait aujourd'hui mémorialiste pour nous livrer ses souvenirs de jeunesse dans une *Chronique buissonnière des années cinquante*.

Voici donc une plongée, un panorama vu de droite des arts (littérature, cinéma, théâtre, musique), et de l'actualité politique et judiciaire de cette période. Entre la droite et la gauche l'affrontement était alors de mise sur tous les plans. « La décennie 49-59, conclut l'auteur, pour les uns c'est Sartre, Beauvoir, Mendès-France, Robbe-Grillet, Duras, Beckett, Barthes, Boulez, pour les autres c'est plutôt Pinay, Aron, Anouilh, Aymé, Nimier, Laurent, Blondin, Boutang, Bar-

dot, Sagan, Truffaut. » Autant dire que les bien-pensants avait le choix de rallier les paillettes, c'est-à-dire l'union médiatique des marxistes, existentialistes, structuralistes (et j'en passe), plutôt que l'héroïsme intellectuel où la désinvolture des seconds, qui par leur pensée ou leur mode de vie incarnaient le camp de la liberté.

Combats politiques

Politiquement les temps étaient durs. L'Indochine tombait dans l'indifférence quasi générale sous les coups du Vietminh, l'Algérie s'embrasait mais personne ne pensait encore que sa perte fut possible.

Philippe d'Hugues évoque l'engagement de l'Action française contre la Communauté européenne de défense, la fameuse CED concoctée par les atlantistes : « Instituée par le traité de Paris signé au printemps 1952 par le gouvernement Pinay, la nouvelle instance était âprement discutée par une opposition hétéroclite, où se rencontraient des communistes toujours moscoutaires et des gaullistes nationalistes, soutenus pour la cause par certains milieux ultranationalistes, maurrassiens de toujours, enflammés par les éditoriaux de Pierre Boutang

dans leur journal *Aspects de la France*. » Cette alliance surprenante eut raison des trahisons du bloc MRP-SFIO, de ces éternels modérés asservis aux puissances d'argent.



Philippe d'Hugues

Sorti des bagarres du Quartier latin et des brûlots incendiaires comme *La Dernière Lanterne* où s'illustrèrent Antoine Blondin et François Brigneau, l'avenir des brillants jeunes gens de droite oscillait entre deux lignes de fuite : celle, virile, des troupes coloniales qui luttaient pour l'Empire, et celle mondaine, des coquetèles husards où l'on croisait Roger Nimier, Jacques Laurent ou Michel Déon qui n'avait pas encore pris

le chemin de l'exil. Tout ce petit monde se retrouverait dans les allées héroïques de l'Algérie française, mais c'est déjà une autre histoire...

1950 s'efface

Le legs des années cinquante pour la masse bélante de nos contemporains : le terme dévoyé de poujadisme, « peut-être l'héritage le plus durable des années cinquante, avec le pont de Tancarville, l'abbé Pierre et, déjà plus effacé, le commandant Cousteau ». Nous préférons comme Philippe d'Hugues et sans avoir eu comme lui la possibilité de vivre ces années, nous souvenir de Jacques Perret dégustant un "Père Serge" (autrement dit un rhum que le whisky n'avait pas encore détrôné), de François Truffaut assassinant le cinéma populaire de son temps dans les *Cahiers du cinéma* ou de Juliette Greco envoyant une claque à Boutang à la terrasse du café de Flore. On demande des nostalgiques !

PIERRE LAFARGE

* Philippe d'Hugues : Chronique buissonnière des années cinquante Éditions de Fallois, 200 p., 20 euros.

Le billy, un chien de race royale

D'allure noble et distinguée, à la fois fort et léger, ce chasseur est réputé pour ses qualités exceptionnelles : son

Il est un chien courant de belle race, peu connu et fort rare, qui porte le nom de la petite commune du Poitou qui l'a vu naître au XIX^e siècle : le billy.

odorat très fin, son endurance étonnante et sa voix harmonieuse. Il est en réalité la réplique exacte des fameux "blancs du roi", qui composèrent les meutes royales pendant des siècles.

Le cynologue Du Fouilloux, auteur d'un fameux Traité de vénerie au XVI^e siècle, évoque longuement ces chiens blancs aux larges taches brunes ou orangées, qui étaient déjà les favoris de François I^{er}. On raconte que Charles IX avait une femelle blanc du roi qu'il aimait particulièrement et qui venait manger directement dans son assiette, ce qui ne manquait pas de choquer la Cour. Selon Du Fouilloux cependant, si les rois avaient en général pour ces chiens sans peur et sans reproche une affection particulière, il semble qu'ils ne faisaient pas l'unanimité auprès de tous les seigneurs passionnés de chasse à courre qui les accusaient de n'être bons qu'à courir

le cerf et rien d'autre. Les chiens blancs du roi n'en restaient pas moins une race privilégiée. Et François I^{er}, qui tenait particulièrement à conserver la pureté de ses meutes, obligeait les chiens



extérieurs, lorsqu'ils étaient amenés à fréquenter les siens, à porter autour du cou un lourd billot de bois, afin de limiter leurs "ardeurs" avec les femelles.

Aristocratiques plantigrades

Les blancs du roi restèrent en faveur tout au long des règnes d'Henri IV, de Louis XIII et de Louis XIV, tous trois grands chas-

seurs, et l'on en voit souvent représentés sur les peintures de cette époque, comme les fameuses chiennes de Louis XIV *Folle et Mitte*, peintes par Desportes. Néanmoins, cette race tombera quelque

à cause de la disparition des meutes royales. Un certain nombre de spécimens sont emmenés en émigration par quelques gentilshommes. C'est ainsi qu'une des dernières meutes de chiens blancs du roi trouva refuge en Angleterre et y fit définitivement souche. Il est fort probable que le grand harrier gris du Somerset actuel en descende directement. Nous sommes à la fin du XVIII^e siècle et pendant ce temps en France, un gentilhomme du Limousin, M. de Montembœuf, continue à élever chez lui quelques beaux sujets. À la même époque, un autre éleveur, M. de Cérés, crée une race par le croisement de chiens blancs et de petits chiens courants suisses. Il donne à cette nouvelle souche son propre nom : le céris. Le billy actuel est né du croisement qui a été opéré au XIX^e siècle entre les montembœufs (qui étaient de race pure) et les céris. Dans le courant de ce siècle, la race fut affinée progressivement pour être définitivement fixée en 1886.

Il est à espérer que ce ne soit pas notre siècle qui voie la disparition de ces chiens de grande vénerie. En effet, ces aristocratiques plantigrades, faits pour les grands espaces, ne s'adaptent que très difficilement à la vie citadine. Ils ne subsisteront que tant que dureront les meutes et les chasses à courre...

Sous la Révolution, la race manque de s'éteindre totalement

JEAN-BAPTISTE CHAMPION

Cette semaine sainte voit la parution en poche du *Jésus de Nazareth* de Sa Sainteté le pape Benoît XVI. Lors de sa sortie l'an passé, ce livre n'a pas rencontré tout l'écho qu'il méritait, ce qui est certes déplorable mais pas surprenant. En effet, le Saint-Père a l'audace de s'élever, dans cette belle méditation, contre l'interpré-

L'histoire à la rencontre de la foi...

tation, longtemps dominante jusque dans certaines franges de l'Église, selon laquelle le "Jésus de l'histoire" devrait impérativement être distingué du "Christ de la foi". De l'un, nous ne saurions pour ainsi dire rien, hormis les interprétations tardives de sa vie et de ses paroles faites par les "communautés primitives" un siècle au moins après sa mort ; quant à l'autre, il serait précisément la création mythique des premiers fidèles.

Il va de soi qu'une pareille affirmation, qui se prétend abusivement la seule historique, scientifique et critique, est avant tout une atteinte grave à la foi, et d'abord à celle des plus humbles, mal armés

JEAN-CHRISTOPHE DUCHON-DORIS

La Fille au pied de la croix

Julliard - 205 p. - 18 euros

La vie du centurion Caius Cassius Longinus a basculé le jour où, de sa lance, il a ouvert le flanc du crucifié sur le Golgotha. A-t-il achevé le Messie, le fils de Dieu, se rendant coupable d'un crime inexpiable ? Ou bien Jésus n'était-il pas mort et, en mettant un terme au supplice, a-t-il permis à ses proches de lui sauver la vie ? Ressuscité ? Ou imposteur avec la complicité de l'officier romain ? Une seule personne pourrait répondre à ces questions : Marie de Magdala, à laquelle Longinus voue depuis un amour impossible et désespéré. Mais où est-elle ?

Afin de la retrouver, Caius, chargé d'arrêter l'expansion du christianisme en Gaule, débarque en Provence, en quête d'une barque sans voile qui aurait, dit-on, déposé sur la côte la Magdaléenne et ses amis.

Duchon-Doris revisite, avec un talent remarquable et une émotion communicative, l'histoire des Saintes Maries de la Mer, entraînant son lecteur d'Arles à Marseille, de la Camargue à Tarascon, où sévit une bête monstrueuse, à la rencontre de personnages vrais et touchants qui, tous, peu ou prou, ont un terrible besoin de croire à l'étrange histoire que leur narre Longinus, enquêteur aussi fervent que maladroit. Cette errance mystique entre ciel et eaux, au sein d'un monde d'hier cruel qui ressemble tant au nôtre, est une très grande réussite romanesque. Et bien plus encore.

A.B.

Le mystère du Christ

pour s'en protéger, en même temps qu'une déformation, de moins en moins innocente, du contenu véritable des textes évangéliques. Voilà précisément ce que le souverain pontife démontre dans ce volume, qui devrait être suivi d'un ou plusieurs autres consacrés aux évangiles de l'Enfance et à la Passion.

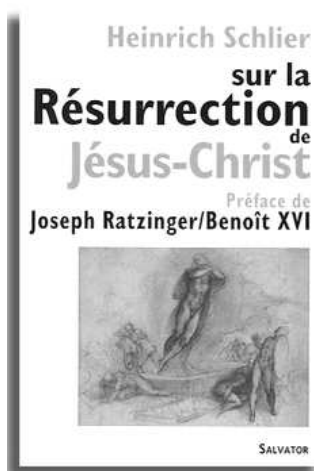
En effet, pour être valable, la théorie qui distingue le rabbi de Nazareth du Christ fils de Dieu et sauveur devrait démontrer que rien, dans l'attitude et l'enseignement de Jésus, n'accrédite la conviction de sa propre divinité. Or, puisant aux sources exégétiques chrétiennes, et juives, les mieux autorisées, le Saint-Père démontre, justement, le contraire. C'est parce que Jésus s'est d'emblée présenté comme le fils du Très-Haut, comme l'incarnation divine, et qu'il s'est, à ce titre, substitué à l'enseignement mosaïque, que la crise s'est nouée entre lui et le judaïsme traditionnel. Cette démonstration représente le centre d'un livre passionnant, beaucoup plus accessible au public normalement cultivé que nombre de journalistes se sont plu à l'affirmer, d'une grande profondeur et d'une belle hauteur spirituelle.

Par ailleurs, ce texte, qui remet bien des choses à leur place et s'insurge, non sans charité, contre maintes absurdités des dernières décennies, est révélateur de la pensée et des positions de Benoît XVI sur ces questions. Comment s'étonner qu'il ait autant dérangé ?

Une « incroyable évidence »

L'un des postulats faussés d'une école exégétique née au XVIII^e siècle dans le protestantisme allemand et qui finit, deux siècles après, par coloniser une partie de la pensée catholique et par se répandre parmi les fidèles, voudrait que la jeune Église ait imaginé la Résurrection, puis ensuite adapté

le message du crucifié à cette affirmation, aboutissant à le faire adorer comme Dieu. Or, ainsi que le rappelle le pape, tout l'enseignement de Jésus revendiquait cette divinité dont le matin de Pâques apporta la preuve. Comme l'avait déjà compris Tertullien au II^e siècle, toute la force des chrétiens reposait sur la véracité d'une nouvelle tellement aberrante qu'elle devait, paradoxalement, être crue. « *Credo quia absurdum* », j'y crois parce que c'est absurde. Trop absurde pour avoir été inventé...



C'est aussi la conclusion à laquelle devait arriver, en 1968, Heinrich Schlier, lui-même issu de cette exégèse luthérienne acharnée, en en niant les fondements historiques, à vider le christianisme de toute sa substance. Au vu des textes passés au crible de ces procédés critiques, Schlier s'avisait soudain contre toute attente que, dans ce contexte précis, croire à la divinité du Christ et à son retour d'entre les morts, s'avérait finalement plus satisfaisant pour l'intelligence et la méthodologie que tous les vains efforts qui voulaient démontrer l'inanité des faits.

La Résurrection n'était pas un mythe consolant, ni une image, mais bel et bien un fait historique,

inscrit dans l'histoire du monde et de l'humanité, même s'il en bousculait tous les cadres. Les témoins avaient revu Jésus vivant, en chair et en os, le surlendemain de sa mort sur la croix. Événement incompréhensible, auquel aucun d'entre eux ne s'était attendu, auquel ils n'avaient pas adhéré d'emblée, mais seulement après avoir été mis en face de l'incroyable évidence. Restait que le ressuscité, s'il demeurait celui qu'ils avaient connu avant, était aussi, et radicalement, un autre. Évidence indicible que les pauvres mots des évangélistes et des saintes femmes peinaient à traduire, tout comme la confusion apparente des déclarations, lorsqu'on les comparait, prouvait a contrario leur fiabilité. Ces gens, sous le choc, ne s'étaient pas concertés afin de mettre au point une histoire cohérente et admissible ; ils n'avaient pas songé que les déclarations des femmes n'étaient pas recevables en droit juif. Ils s'étaient bornés à dire la vérité, telle qu'ils l'avaient vécue, ébaubis, incrédules et bouleversés.

Bouleversé lui-même, Schlier se convertit au catholicisme et publia un petit livre, *Sur la Résurrection*, qui le fit mettre au ban de son ancienne école, et dont la traduction est enfin disponible. Plus ardu, incontestablement, que le livre du pape, son préfacier, cet opuscule, qui réclame quelques notions de grec et d'exégèse, porte pourtant témoignage de la réalité de l'événement le plus décisif de toute l'histoire de l'humanité : le Christ a vaincu la mort.

ANNE BERNET

* *Benoît XVI* : Jésus de Nazareth. Flammarion, 430 p., 22,50 euros. Ou Garnier-Flammarion, collection Champs, 10 euros.

* *Heinrich Schlier* : Sur la résurrection de Jésus-Christ. Salvator, 85 p., 14,50 euros.

THÉÂTRE : HOMMAGE À ANDRÉ MESSAGER

Véronique, un délicieux picotin

Très apprécié de Debussy et de Fauré, André Messager a offert, en 1898, aux Parisiens une opérette, *Véronique*, qui fit le succès des Bouffes des mois durant. Il n'en sera, hélas, pas de même pour nous, cette saison, Paris n'aura, pour sa part, qu'une douzaine de représentations, en tout et pour tout. Si nos mères et grands-mères fredonnaient, en effet, en tirant l'aiguille, c'était, presque toujours, "Poussez, poussez l'escarpolette..." ou bien, "De ci-de-la, cahin-caha..." L'anon de Véronique n'était pas loin et le picotin non plus. Belle époque, certes, et exquisite musique que l'orchestre de l'ensemble **Mathéus** – à la baguette **J.-C. Spinosi** – a fait résonner sous les plafonds dorés du Châtelet.

C'est peu de dire que j'y fus, j'y courus. Malgré une omniprésente

colonne, je pus apprécier l'adroite mise en scène de **Fanny Ardant** qui a fait appel au fin musicologue Benoît Duteurtre pour rajeunir quelque peu le livret et resituer l'action dans les années cinquante.

Brillante chorégraphie

C'est ainsi que, sur un fond de décor mouvant, passent et repassent : DS, 2 CV et autres véhicules de l'époque devant le magasin de fleuriste où se déroule le premier acte, tandis que, lors du voyage à Romainville, ce sont des barques qu'on voit glisser, chargées de dames sous ombrelle.

Les gracieuses interprètes violentent en jupes légères, taille fine, petits chapeaux... Ah ! Que les femmes étaient jolies sous

Christian I^{er} Dior... On a tout le loisir d'apprécier les toilettes car une chorégraphie très brillante a été réglée par **Natalie Van Paris** et la grande soirée finale à l'Opéra constitue un enchantement pour l'œil. Le public lui paie un juste tribut. Si la jeune soprano **Anel Brahim-Djelloul** s'affirme dans le rôle de Véronique, on n'est guère convaincu par le Florestan de **Dietrich Henschel**, à l'intonation germanique, hélas, trop perceptible, même si la voix est très belle. En revanche, **Doris Lamprecht** séduit l'auditoire par la qualité de son timbre dans le rôle d'Ermerance.

On veut croire et on espère que ce spectacle raffiné rencontrera un bel accueil en tournées.

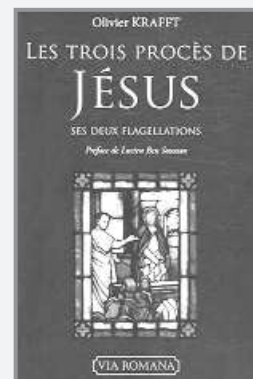
MONIQUE BEAUMONT

* *Théâtre Les Bouffes du Nord.*

OLIVIER KRAFT
Les Trois Procès de Jésus

Via Romana - 165 p. - 22 euros

Juriste, Olivier Kraft a publié, voilà quelques années, une première version de cet ouvrage, bien documenté et intéressant, qui examine les aspects juridiques des comparu-



tions du Christ devant le Sanhédrin, Hérode et Pilate, et en démonte les mécanismes. Cette réédition comporte de nombreux ajouts permettant de mieux comprendre les positions juives, le supplice de la flagellation, ainsi qu'une réflexion eschatologique.

RÉGINE DEFORGES

Deborah, la femme adultère

Fayard - 290 p. - 18 euros

Qu'est devenue la femme que le Christ sauva de la lapidation ? La Tradition n'a rien dit de son destin. Régine De-



forges l'imagine toute jeune, mal mariée à un vieillard, et d'une beauté qui sème la confusion jusque dans le groupe des disciples. Cette glose, toujours respectueuse, autour des Évangiles, s'adresse au grand public et pourrait toucher quelques cœurs.

ARNAUD DELALANDE

La Lance de la destinée

Robert Laffont - 300 p. - 20 euros

Des archéologues retrouvent un fer de lance, peut-être celui qui perça le flanc du Christ en croix. Relique insigne, mais, pour Axus mundi, une inquiétante organisation, l'occasion de s'emparer de l'ADN du fils de Dieu et de le cloner. Le Vatican pourra-t-il empêcher la naissance du "petit-fils de l'Homme" ? Sur un thème à la mode, un roman d'aventures moins scandaleux qu'on pourrait le craindre, qui pose de bonnes questions d'éthique.

A.B.

À LA RECHERCHE DU GOOGLE FRANÇAIS ?

La Commission européenne a approuvé le 11 mars le financement par la France du programme de recherche et développement du consortium Quaero. Mme Neelie Kroes, qui est en charge de la concurrence à Bruxelles, prétend s'être assurée « que l'apport positif du programme pour la recherche européenne » serait « supérieur aux distorsions de concurrence induites par l'aide ». D'un montant de 99 millions d'euros, celle-ci sera complétée par les apports des différents partenaires, en tête desquels figure Thomson, pour un investissement total de 199 millions d'euros sur cinq ans.

Le projet, mené à l'origine en commun avec l'Allemagne, bénéficiait du soutien de l'Agence pour l'Innovation Industrielle, intégrée à OSEO le 1^{er} janvier 2008. Le président de la République l'avait affirmé le 25 avril 2006 : « Face à la croissance exponentielle de l'industrie des moteurs de recherche, il fallait que la France [...] soit à la hauteur de cet enjeu majeur. » S'agit-il pour autant d'attaquer de front le géant américain ?

« Quaero est parfois présenté par la presse comme un Google européen ou un Airbus de l'Internet, mais c'est avant tout un programme d'investissement mutualisé visant à créer une filière autour de l'indexation, de la traduction, de la recherche, de la sécurisation et de la distribution des contenus numériques » expliquait Jean-Luc Moulet au Club Sénat. Dans un communiqué de presse, le consortium indique que « les travaux de recherche ont pour objectif la compréhension automatique et la gestion de quantités illimitées d'informations multimédias et multilingues, qu'il s'agisse de textes, de parole, de musique, d'images ou de vidéos ».

Les perspectives ouvertes suscitent parfois des inquiétudes ; le site Numerama l'a annoncé : « Souriez, votre site web sera peut-être bientôt épluché, analysé et sauvegardé s'il est intéressant jusqu'à la fin des temps par Quaero. » Sur la toile, le projet est souvent accueilli avec prudence, voire scepticisme, quand il ne suscite pas des sarcasmes... Un intervenant du forum de Framasoft y voit « l'exemple typique de boussin (sic) hypertrophié et colbertiste qu'on préférera oublier dans quelques années » ; il fait écho au Financial Times, où le plan a été qualifié de « cas flagrant de nationalisme malencontreux et inutile ». Ces jugements pourraient être inspirés par un libéralisme dogmatique... Espérons qu'ils seront bientôt démentis.

G.D.

Penser clair avant d'écrire...

L'Action française, école politique, a des vertus pédagogiques, au premier rang desquelles la clarté et la vérité. Principes que les journalistes qui s'intéressent à l'AF et à l'œuvre de Maurras devraient suivre. En l'espèce, le directeur adjoint de la rédaction de *Marianne*, Joseph Macé-Scaron devrait relire le Martégal (au choix : *La Démocratie religieuse*, *Mes Idées politiques* ou *L'Avenir de l'intelligence*) ou assister aux conférences de notre mouvement avant d'écrire un certain nombre de sottises dommageables pour sa réputation. Ainsi, il serait bon de nous démontrer en quoi Emmanuelle Mignon, directrice de cabinet de Nicolas Sarkozy, emprunte au « royaliste Maurras »¹ dans les discours qu'elle rédige pour le chef de l'État. Si la conseillère de Sarkozy critique l'action de la République lors de l'application de la loi de 1905², elle ne remet nullement en cause le régime. Mais préfère une république plus "ouverte", où les communautés religieuses (toutes les communautés, même la scientologie...) auraient un rôle social majeur.

De même, par-delà sa plume de "polémiste", nous pouvons nous demander si M. Macé-Scaron s'intéresse à l'histoire. Dans une chronique consacrée aux différents "livres noirs", le journaliste assimile, en effet, les rédacteurs du *Livre noir de la Révolution française*³ à ceux munis « d'un stylo à bile »⁴ et dont les propos sont ceux d'une charge « qui s'apparente plus à celle des cuirassiers qu'à celle de la ca-

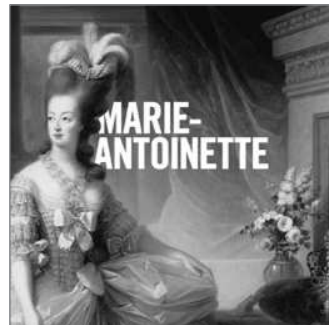
valerie légère »... Ensuite, prônant « dix commandements pour une laïcité à la française » l'(in)dispensable Bernard-Henri Lévy, dans une tenue blanche reprise par *Marianne*, réduit, et l'hebdomadaire également, Maurras au seul fait d'être un « partisan d'une Église d'ordre »⁵, et seulement d'ordre.

Une nouvelle Lady Di...

Si la république obsède tant *Marianne*, une nouvelle figure médiatique, monarchique celle-là, intéresse la presse quotidienne et magazine qui revient sur l'exposition consacrée à Marie-Antoinette⁶. « Un grand événement culturel qui propose à la fois et une exposition et une tragédie », selon *Le Parisien*⁷, qui nous présente la reine comme « une star ». Nous montrant une reine "glamour", victime, en somme une nouvelle Lady Di, le quotidien oublie (volontairement ?) les raisons politiques, républicaines, de la haine et du martyre que Marie-Antoinette a dû subir. De même, avec *Paris Obs*, supplément Île-de-France du *Nouvel Observateur*⁸, qui propose un "parcours Marie-Antoinette", « des lieux [...] autour de cette capitale qui, après l'avoir portée aux nues, l'a mise à mort place de la Concorde ».

Mais laissons à Nathalie Crom, dans un article mis en ligne sur *telerama.fr*⁹, remettre à leur juste

place événements et symboles : « L'engouement populaire pour le destin tragique de Marie-Antoinette, exécutée en octobre 1793 [...] atteint aujourd'hui des sommets. Reposant, en partie, sur un élan de compassion parfaitement anachronique, qui fait même comparer Marie-Antoinette à Lady Di, l'une et l'autre victimes



expiatoires de leur époque, l'une et l'autre femmes "rebelles", modernes, ayant payé au prix fort l'affirmation de leur singularité. Cet excès irraisonné d'empathie apparaît comme la réponse outrée à l'aversion démesurée qu'elle provoqua longtemps.

ARNAUD NAUDIN

1, 4 et 5 *Marianne*, n°568, du 11 au 17 mars 2008.

2 L'Action Française 2000, n° 2743, du 5 au 19 mars 2008.

3 L'Action Française 2000, n°2740, du 17 janvier au 6 février 2008.

4 Au Grand Palais à Paris, jusqu'au 30 juin, renseignements :

01 44 13 17 17 et www.rmn.fr/galeriesnationalesdugrandpalais

7 *Le Parisien*, n°19758, samedi 15 mars 2008.

8 *Paris Obs*, *Le Nouvel Observateur*, n°2262, du 13 au 19 mars 2008

9 www.telerama.fr/scenes/26006-une_tete_qui_nous_revient.php

LE TROISIÈME ŒIL



La guerre contre la vie : le monde selon Monsanto

Réalisé par Marie-Monique Robin, ce reportage, diffusé mardi soir sur ARTE, est un véritable réquisitoire contre la multinationale Monsanto. L'entreprise, une des plus controversées parce qu'elle a toujours caché l'extrême toxicité de ses produits, spécialisée à l'origine dans la chimie et aujourd'hui première productrice de semences OGM, dit-elle à présent la vérité lorsqu'elle affirme que les biotechnologies vont résoudre les problèmes de la faim et de la pollution ?

La réalisatrice n'y va pas de main morte. Chiffres et vidéos à l'appui, elle enchaîne son implacable démonstration et cela ne donne pas envie... sinon de vomir ! Car Monsanto ne fait pas dans le léger. Que ce soit le pyralène, dérivé chloré hautement toxique, dont le rejet a entraîné des phénomènes de bioaccumulation dangereux pour la faune, l'élevage et pour la santé humaine et dont la toxicité très tôt connue a été cachée. Ou bien l'agent orange, défoliant utilisé par l'armée américaine lors de la guerre du Viêt-Nam, cancérigène et tératogène, qui occasionne encore bon nombre de maladies et de malformations. Ou l'herbicide Roundup, produit dont les mérites pour « une agriculture de qualité, compétitive et durable » n'ont eu de cesse d'être vantés, mais que le tribunal de Lyon a condamné pour publicité mensongère et dont Robert Bellé, professeur au CNRS, a démontré les effets cancérigènes. Notons également que 90 % des OGM cultivés dans le monde sont vendus par Monsanto, dont le fameux maïs Mon 810, et que 70 % de ceux-ci sont dit "Roundup ready" : vous plantez du soja, vous aspergez votre champ de Roundup et rien ne résiste... sauf le soja Monsanto !

Perfusion technique

Perfusion technique

Mais, les acteurs de ce reportage, bloqués derrière leur écran Internet d'où ils mènent une grande partie de leur enquête, ne se distinguent de ceux qu'ils dénoncent que par l'exigence qu'ils portent à la sécurité, à la prudence, au "principe de précaution". En définitive ils reprochent seulement à Monsanto de ne pas faire, contrairement à eux, « bon usage du progrès ». Mais précaution sanitaire, production biologique, durable ou "citoyenne" ne règlent rien, pire : parce qu'elles obéissent aux mêmes maîtres, elles légitiment le dérèglement. Car c'est bien pour que les employés urbains puissent consommer les loisirs de masse

que les agriculteurs ont été transformés en conducteurs d'engins pilotés par ordinateurs. Puis, c'est pour libérer une fraction de la consommation en gadgets technologiques, toujours plus importante, qu'ils ont été contraints, afin de fournir une nourriture de masse médiocre et vendue à bas prix, de polluer nos rivières. C'est aujourd'hui pour que ces mêmes consommateurs, écoeurés par leur assiette, puissent continuer à acheter et croire encore en un choix possible, que l'industrie de la survie inonde nos paniers de produits "bio", après les avoir simplement délestés de quelques poisons. C'est

encore pour que l'éternel client puisse espérer avoir un avis personnel, un acte "citoyen" à proposer et quelque chose à choisir, là où il n'est qu'un organe de réception des décisions du marché, que l'introduction du "commerce équitable" dans les pays du "tiers-monde" est présentée comme une "aventure prometteuse", alors que c'est dans ces pays qu'il reste le plus à détruire.

Monsanto ou pas, d'un côté comme de l'autre, sous nos yeux, l'idéal de la survie sous perfusion technique se réalise.

DENIS ABOUT

L'ACTION FRANÇAISE TARIF DES ABONNEMENTS

(paraît les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois)

1. Premier abonnement France (un an) ... 76 €	5. Abonnement de soutien (un an) ... 150 €
2. Premier abonnement Étranger (un an) ... 85 €	6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an) ... 45 €
3. Abonnement ordinaire (un an) ... 125 €	7. Outre-mer (un an) ... 135 €
4. Abonnement de six mois ... 70 €	8. Étranger (un an) ... 150 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Tél. Courriel

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement

Bulletin à retourner à L'Action Française 2000

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris - C.C.P. Paris 1 248 85 A



CENTRE ROYALISTE D'ACTION FRANÇAISE



Venez fleurir, le 22 mars à 11H15 sur le pont neuf à PARIS, la statue d'Henri IV

INSTITUT D'ACTION FRANÇAISE

MERCREDI 2 AVRIL 2008

L'IMPASSE DÉMOCRATIQUE

**Ces idées chrétiennes
devenues folles...**

par Pierre Magnard

*Écrivain, docteur d'État ès-lettres, agrégé de philosophie,
professeur émérite à l'Université de Paris-Sorbonne*

À 20 h 30, au François Coppée,
1 bd du Montparnasse, Paris 6^e, métro Duroc.
Participation : 5 € - Étudiants et chômeurs : 2 €

Renseignements : 01 40 39 92 14
ou iaf@actionfrancaise.net



DIJON : LE LANCEMENT DE L'AF EN BOURGOGNE

Le samedi 8 mars 2008, un certain nombre de nos amis de Dijon et des environs se sont réunis pour un déjeuner de travail, autour de Philippe Champion, directeur de *L'Action Française 2000*, et d'Alexandre Boritch, initiateur de la rencontre, en vue de poser les bases d'une section d'AF en Bourgogne.

La présidence a été confiée à notre ami François Touzet du Vigier, qui aura l'aide de Sébastien de Pouzols comme chargé de l'animation du groupe "Jeunes-Bourgogne".

Le professeur émérite des universités Jean Foyard a bien voulu accepter la présidence d'honneur de la nouvelle structure.

Dans une ambiance chaleureuse, tous nos amis se sont donné rendez-vous pour la traditionnelle réunion royaliste de la Saint-Jean, qui se tiendra le dimanche 6 juillet à Saint-Jean-de-Vaud (Saône-et-Loire). Retenez cette date !

* Section AF-Bourgogne - Contact provisoire : 06 62 48 12 31.

IAF : LA FRANCE ET L'AFRIQUE

Ce mercredi 12 mars, Michel Fromentoux recevait à l'Institut d'Action Française M. Jean-François Probst, ancien compagnon de route de plusieurs hauts dirigeants de la V^e République et conseiller de plusieurs chefs d'État africains. Nous livrant les leçons de sa riche expérience des relations franco-africaines, il a clairement montré que la "Françafrique", même si elle doit prendre de nouvelles formes, est loin d'être morte. Un immense

champ s'ouvre à la diplomatie française, tant au nom de nos intérêts que de nos traditions chrétiennes, sur ce continent aujourd'hui fort convoité notamment par les Chinois et les Indiens.

Ensuite M. Probst nous a régales de quelques bonnes piques visant notamment MM. Chirac et Sarkozy. Une instructive et fort agréable soirée, à laquelle, au sein d'un important public, ont assisté de très nombreux jeunes militants.

REIMS - CERCLE PHILIPPE LECLERC DE HAUTECLOCQUE

Judi 3 avril à 19 heures

Dîner-débat avec François-Marin Fleutot :

LES ROYALISTES DANS LA RÉSISTANCE

au Bistrot Henri IV, 29, rue Henri IV, à Reims

Repas : 20 euros par personne.

Inscription obligatoire auprès de Paul Merlet, 38 rue de Chativesle, 51100 Reims

Tel : 03 26 08 00 35 ou p2merlet@hotmail.fr

Un site essentiel



www.maurras.net

CERCLES ÉTUDIANTS

Vendredi soir 21 mars

Le nationalisme de Maurras par Sébastien de Kererro
À 19 heures dans les locaux de l'Action française,
10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1^{er}, métro Palais Royal.

CERCLE JACQUES BAINVILLE

Judi 20 mars

Archaïsme et Modernité, par Claude Carnoux

Judi 27 mars

La figure du bourgeois par Olivier François
À 19 h 30 au News Café, 78 rue d'Assas, à Paris.

Informations : www.cjb-assas.new.fr



HAUTS-DE-SEINE PARIS 17^e

Vendredi 11 avril 2008 à 20 heures

Dîner-débat avec Axel Tisserand

À l'occasion de la sortie du livre *Dieu et le roi*, correspondance entre Charles Maurras et l'abbé Penon (1883-1928)

Au Restaurant Le Boléro de Ravel
37 rue Gabriel Péri, 92300 Levallois-Perret
Métro Anatole France - bus 174

Participation : 25 euros - Étudiants : 16 euros

Inscriptions avant le 4 avril auprès

de Mme Geneviève Castelluccio,

46, rue Gabriel Péri, 92300 Levallois-Perret

Chèques à l'ordre de Mme Castelluccio

Renseignements : 01 47 57 05 81



Centre royaliste d'Action française

Association déclarée
10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris

www.actionfrancaise.net

www.afe-blog.com

contact@actionfrancaise.net

01 40 13 14 10

Dans la ligne du mouvement
fondé par Pierre Juhel

Président : Philippe Champion
Secrétaire général : Thibaud Pierre
Adjoint : Sébastien de Kererro

Chargés de mission

Formation : Pierre Carvin

Secrétariat général des étudiants :
Alexandre Apreval - Jean-Baptiste de Laviath
Henri de Vaux - Romain Vindex

Administration : M^{me} de Benque d'Agut

Cotisation annuelle

Membres actifs : 32 €

Étudiants, lycéens, chômeurs : 16 €

Bienfaiteurs : 150 €

LE MONDE ET LA VILLE

NAISSANCE

● Nous apprenons avec joie la naissance le 30 janvier 2008 d'Isaure chez nos amis de Bourgogne Amélie et Christophe GEORGY-GAUSSET. Nous adressons toutes nos vives félicitations aux heureux parents et grands-parents avec tous les vœux de bonheur que nous formons pour le deuxième enfant de ce couple.

DÉCÈS

● Nous avons appris avec grande peine le rappel à Dieu le 13 mars dernier de Mme Anne ROUVILLOIS, née Paynot, à l'âge de trente-sept ans. Ancienne des camps Maxime Real del Sarthe, elle était l'épouse de notre ami Frédéric Rouvillois,

professeur de droit public à l'université de Paris V et écrivain, ancien, lui aussi, des camps Maxime Real del Sarthe. Ses funérailles ont été célébrées ce mardi 18 mars en l'église Notre-Dame de Lorette à Paris en présence d'une grande foule où l'on remarquait de nombreux amis d'Action française, dont Michel Fromentoux, Bernard Bonnaves, Pierre Lafarge, Sébastien de Kererro, Monique Lainé, Nicole Dalibert...

À Frédéric Rouvillois, à son jeune fils Amroise, nous présentons nos très affectueuses condoléances avec l'assurance de nos prières.

● Nous avons appris avec peine le décès dans sa 91^e année de M. Robert ROGISTER, muni des sacrements de l'Église, le 25 novembre 2007.

La cérémonie religieuse a été célébrée, selon ses dernières volontés, dans le rite tridentin, le jeudi 29 novembre, en l'église Saint-Louis de Port-Marly (Yvelines).

M. Rogister avait été, tant que sa santé le lui permettait, un ami fidèle de la section d'A.F. du 15^e arrondissement de Paris que présidait M^{me} Tabary, section pour laquelle il avait prononcé une intéressante conférence.

L'Action française s'unit à la peine de sa famille et présente ses très sincères condoléances à son épouse, M^{me} Henriette Rogister, à ses enfants M. Jean (+) et M^{me} Jocelyne Testard, M. et M^{me} Alain Rogister, M. et M^{me} Brigitte Rogister, à ses dix-huit petits-enfants, et ses arrière-petits enfants.

Le Parlement européen va-t-il s'offrir un « nettoyage de printemps » ? Un rapport d'audit confirmerait l'utilisation frauduleuse par les députés de Strasbourg de l'indemnité réservée au paiement de leurs assistants. En conséquence, le 10 mars, le bureau du Parlement a chargé son secrétaire général de vérifier la bonne application des règles internes et d'entamer des négociations avec la Commission et le Conseil afin d'instituer un statut des assistants parlementaires. Jean Quatremer confesse sur son blog « quelques doutes sur sa volonté réelle, le scandale de ces fraudes étant connu et dénoncé depuis trente ans sans que rien ne change ». À bas les voleurs !

MÉPRIS POPULAIRE

Le 19 mars, le Parlement européen a fêté son cinquantième anniversaire. Manifestement, nos compatriotes s'intéressent peu à cette institution, dont les pouvoirs seraient pourtant renforcés par l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne. Selon la dernière livraison de l'Eurobaromètre, seuls 44 % sauraient que ses membres sont élus au suffrage universel direct ; c'est pourtant le cas depuis 1979 !

ISLAM EUROPÉEN

Un sondage publié par La Libre Belgique, la RTBF et l'université catholique de Louvain a révélé le 11 mars que 12 % des habitants de la Belgique non wallonne se disent musulmans. À Bruxelles, un tiers de la population serait déjà musulmane, et si la tendance se poursuit, les pratiquants de l'islam devraient être majoritaires dans la capitale européenne dans quinze ou vingt ans, selon Olivier Servais. Ce sociologue et anthropologue des religions à l'UCL craint des tensions communautaires... Qui a dit que la Turquie n'avait pas sa place dans l'UE ?

G.D.

LE KOSOVO ET L'EUROPE

Tout l'article de Pierre Hillard sur le Kosovo, dans le numéro de mars 2008 de La Gazette, du Centre de langue et de culture russe, est à lire. Revenant aux sources, il montre comment le refus de la Yougoslavie de Milosevic d'entrer dans l'organisation politique et financière de la communauté euro-atlantique condamnait ce pays à la destruction, chacune de ses composantes devant, séparément, entrer dans la voie de la soumission. Seule aujourd'hui la courageuse Serbie offre encore une résistance à la tyrannie mondialiste. Il est à espérer pour le bien de l'Europe que, le président Tadic venant de dissoudre le parlement, il se trouvera à nouveau une majorité refusant ce diktat.

P.C.

Le parti de l'étranger, nouvelle manière

« **C**e qu'il y a de singulier dans la nation née avant toutes les autres, écrivait François Mauriac, c'est qu'elle a tou-

Aujourd'hui, la tête de l'État est étrangère à la France.

jours nourri dans son sein, à toutes les époques, un parti d'hommes raisonnables qui nient qu'elle puisse vivre autrement que subordonnée. » Pour nous, qui connaissons la politique parce que nous connaissons l'histoire, c'est un étonnement et un chagrin permanents que de voir notre pays non point seulement travaillé de l'intérieur par des puissances étrangères aux multiples figures, qu'ont décryptées Maurras puis De Gaulle, mais si bien trompé par ces machinations qu'il en perdit souvent jusqu'à la conscience de ses traditions propres, de ses principes propres, de ses intérêts propres.

Certes, le parti de l'étranger est un trait pour ainsi dire congénital de notre politique : on connaît les vieilles querelles gauloises qui entravèrent la résistance populaire à l'invasion puis aux exactions de l'occupant romain ; on se souvient aussi d'Étienne Marcel, misérable prévôt des mar-

chands qui demanda par lettres l'aide et le soutien des villes marchandes de Flandre, puis ceux du roi de Navarre, Charles d'Evreux, par lequel il espérait introduire les troupes anglaises dans Paris, et supprimer toute trace du parti de la légitimité. On se souvient des Clercs de la Sorbonne qui trahirent Charles VII et livrèrent Jeanne, du parti huguenot offrant à l'Angleterre Le Havre en attendant de lui donner la Rochelle – comme du parti catholique d'Henri de Guise pensionné par le roi d'Espagne Philippe II.

Pacifisme universaliste

On sait, et peut-être ne sait-on pas assez, le rôle que joua tout au long du XVIII^e siècle le parti anglais contre la couronne de France, excitant par cent moyens, et continûment, Paris contre Versailles ; aussi, et pardessus tout, il faut mesurer la puissance du courant pacifiste quelquefois teinté d'universalisme planant au-dessus de la politique de la France depuis la fin du XIX^e siècle, devenu si fort après la Grande Guerre que de larges fractions du pays finirent par épouser au fil des années 1920-1930 la cause de toutes les puissances de la terre, les États-Unis, la Russie soviétique ou l'Allemagne impériale socialiste, quel-

quefois sous le couvert d'une construction de l'Europe, puissante chanson aux sirènes de laquelle certains monarchistes même ne parviennent pas toujours à se déprendre. Ce fut au point qu'un Brasillach comme un Drieu chantèrent la gloire de l'Europe germanique.

Trahison intellectuelle

« Vous connaissez les chansons éternelles de la démission de la France, les nostalgiques de Washington, les serviles de Moscou, se lamentait De Gaulle devant Jean-Raymond Tournoux. Depuis des siècles se perpétue chez nous le parti de l'étranger. L'esprit de facilité le domine. Ce parti n'est pas composé de traîtres, mais intellectuellement il trahit. C'est ainsi. » (*La Tragédie du Général* p. 494). Aujourd'hui encore, bien des Français croient ne pas trahir la France parce qu'ils la trahissent en cœur, et ne la trahissent qu'intellectuellement, persuadés qu'elle ne peut vivre seule ni même se tenir droite dans l'indépendance, et qu'il lui faut inévitablement s'adosser à d'autres. Ce n'est pas neuf, même si l'idée que la France doive s'en remettre à d'autres réalise une unanimité confondante, du moins dans le pays légal.

Une chose est neuve pourtant : depuis une année, non seulement le parti de l'étranger est partout parmi les classes possédantes (conséquemment parmi les faiseurs d'opinions, conséquemment dans les partis et finalement l'État) mais, plus grave encore, la tête de l'État n'appartient pas simplement à l'éternel parti de l'étranger : elle est tout simplement étrangère à la France.

A-t-on jamais vu cela ? Peut-être une fois, au moins, avec Isabeau de Bavière – et cet épisode conduisit comme inévitablement, nous l'avons déjà dit ici, à la bérézina diplomatique que fut en 1420 le traité de Troyes, si proche frère du traité de Lisbonne...

Mais voici plus accablant encore : non seulement le parti de l'étranger est devenu omnipuissant, mais encore celui de l'indépendance nationale, le parti qu'on pourrait dire de la seule France, est aussi divisé contre lui-même qu'il est marginalisé – divisé notamment sur le terrain où tout pourrait pour lui se jouer, le terrain médiatique. Car sa faiblesse n'est pas inédite, le plus grave est que le parti de la France n'ait point de voix, qu'il lui manque un homme capable de l'incarner, à tout le moins un grand journal populaire pour lui donner forme – et c'est bien là qu'il faut agir...

CHARLES MOUSSAY

CETTE ANNÉE-LÀ : 1638

Un fils nous est donné

Cette année-là – la vingt-huitième de son règne – Louis XIII, trente-sept ans, sentant depuis quelque peu ses forces décliner, accablé de peines physiques et morales, inquiet sur le sort des armées enlisées dans un combat sans fin contre les Habsbourg d'Espagne, allait enfin connaître un moment de sérénité.

D'ailleurs, la situation de la France n'avait jamais été vraiment désespérée : deux ans plus tôt, le 9 août 1636, la prise de Corbie en Picardie par les Germano-Espagnols avait fait trembler Paris, mais il s'était produit, écrit Bainville, « un de ces mouvements de patriotisme dont le peuple français est coutumier », et dès le 9 novembre, sous les yeux du roi lui-même, l'armée française reconquerrait la place. Tout laissait voir que la France reprenait confiance en elle-même : le cardinal de Richelieu venait de créer l'Académie française et tout le royaume s'enthousiasmait pour *Le Cid* de Corneille, retrouvant ainsi le sens de l'honneur et de la gloire.

Le drame personnel de Louis XIII n'en était pas moins cruel. Il avait dû se séparer de la seule femme qu'il aimât vraiment, M^{lle} de La Fayette, qui, le 19 mai 1637, était entrée au couvent Sainte-Marie de la Visitation, rue

Saint-Antoine. De son côté, la reine, la pieuse Anne d'Autriche (sœur du roi d'Espagne Philippe IV), qu'il avait épousée à treize ans, s'il ne vivait plus guère avec elle, lui causait quand même bien des soucis, d'autant que ses relations occultes avec notamment Gaston, duc d'Orléans, frère du roi, et avec l'intrigante duchesse de Chevreuse, venaient de la compromettre dans une affaire de trahison au profit de l'Espagne. Toutefois, le Cardinal avait invité les deux époux à faire la paix.

Un affreux orage

Restait la grande question qui torturait Louis et tout le royaume avec lui : il n'avait toujours pas de fils ! Et voir le futile Gaston d'Orléans se comporter en héritier présomptif et toujours comploteur lui était insupportable. La reine Anne n'avait pas encore pu mener une grossesse à terme, et lui vivant à Saint-Germain-en-Laye, elle au Louvre, les moments d'intimité étaient fort rares.

Toutefois Louis allait souvent chercher du réconfort auprès de Louise de La Fayette, devenue sœur Angélique, et celle-ci, derrière la grille du parloir, s'efforçait de le conseiller. On raconte que le

soir du 5 décembre 1637, un affreux orage survint au moment de partir et que la religieuse unissant ses conseils empressés à ceux du capitaine des gardes, M. de Guittaut, qui craignait pour ses rhumatismes..., parvint à décider la roi à aller dormir au Louvre, où la seule chambre digne de l'accueillir était... celle de la reine. On devine la suite, d'autant plus que ce même mois de décembre, Louis XIII, constatant qu'un redressement militaire spectaculaire commençait à repousser les Espagnols, prit la décision (soufflée par Richelieu) de demander solennellement à la Vierge Marie d'intercéder pour la France et pour la paix. Ce fut l'acte de consécration, connu sous le nom de Vœu de Louis XIII décidé par lettres patentes du 17 décembre (renouvelées le 10 février suivant), demandant que dans la France entière la fête de l'Assomption, chaque année le 15 août, fût célébrée comme une fête nationale.

Dès les premiers mois de 1638, se répandit la nouvelle de l'heureux événement qui se préparait à Saint-Germain-en-Laye. Tout le long du mois d'août, le Saint-Sacrement fut exposé dans les églises et les prières publiques commencèrent, tandis que les armées entreprenaient vaillamment de ravir

l'Artois aux Espagnols et qu'à Paris saint Vincent de Paul fondait l'Œuvre des Enfants trouvés.

Le dimanche 5 septembre, la reine accoucha d'un garçon aussitôt ondoyé et prénommé Louis-Dieudonné. De Saint-Quentin où il dirigeait le front, Richelieu fit savoir que Dieu donnait cet enfant au monde « pour de grandes choses ». Le siècle de Louis XIV s'annonçait, Louis XIII recouvrait courage et fierté pour les cinq années qu'il lui restait à vivre.

L'explosion de joie secouant tout le pays fut mémorable : *Te Deum et Salvum fac regem* dans toutes les églises, illuminations dans les rues, feux de joie, bals, concerts, feux d'artifices se succédèrent pendant plusieurs jours.

Ainsi dans ce royaume encore en guerre, obligé à mille sacrifices pour parer à tout risque d'invasion, la joie et l'espérance dominaient, car le peuple tout entier vivait au rythme des battements de cœur d'une famille incarnant la continuité du pays. Nos républiques seront toujours incapables de nous offrir ce genre de liesse populaire unanime où les cœurs s'enflamment pour l'avenir de la nation et non pour celui d'un clan, ou d'un parti, ou d'un arriviste...

MICHEL FROMENTOUX